

LA BM PRÉVOIT UNE HAUSSE DE 4,5 % EN 2025
ET 5 % EN 2026

L'investissement en Algérie en pleine croissance

Dans un contexte économique mondial incertain, l'Algérie mise sur l'accélération des investissements pour consolider sa croissance et diversifier son économie. Selon les dernières projections de la Banque mondiale, les investissements fixes du pays devraient augmenter de manière significative, atteignant 4,5 % en 2025 et 5 % en 2026, après une progression de 4,1 % en 2024. Cette dynamique prometteuse est essentielle pour relever les défis structurels du pays et réduire sa dépendance aux hydrocarbures. P 3



PRODUITS ÉLECTRONIQUES,
NOUVELLES TECHNOLOGIES,
NUMÉRISATION...

L'ENIE de Sidi Bel Abbes dévoile son plan de développement

L'Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbes a établi un plan d'action pour l'année 2025, dans le cadre de la stratégie nationale du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accompagner les nouvelles technologies et la numérisation, a déclaré à l'APS le Président Directeur Général de cette entreprise publique, M. Mohamed Abbas Bourassi.

P 2

CAISSE NATIONALE
DE RETRAITE

Entre défis financiers et modernisation

Le système de retraite algérien est actuellement en pleine transformation. Face à des défis financiers et sociaux majeurs, les autorités multiplient les initiatives pour garantir la pérennité des pensions tout en introduisant des mesures innovantes afin de simplifier les démarches administratives. Avec plus de 3,5 millions de retraités et des dépenses mensuelles dépassant 151 milliards de dinars, soit environ 1 milliard de dollars, l'Algérie mise sur des réformes structurelles et des outils numériques pour renforcer l'équilibre financier de la Caisse Nationale de Retraite (CNR), comme l'a souligné Abdelhafid Adrar, directeur de la retraite à la CNR.

P 3

STRATÉGIE NATIONALE
INDUSTRIELLE

Les industriels appelés à y collaborer

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, n'a cessé de rappeler aux différents opérateurs économiques du pays l'importance de savoir produire et de s'organiser pour mieux produire. En effet, lors de sa visite hier dans la wilaya de Tipasa, le premier responsable du secteur industriel a souligné que, tout en déployant toute son énergie pour résoudre leurs doléances, son ministère attend également des opérateurs économiques locaux qu'ils s'organisent en clusters. Cela permettrait d'élaborer une vision commune de leurs activités et de contribuer à la mise en place d'une stratégie nationale claire et cohérente.

P 5

SONATRACH - SOCIÉTÉ OMANAISE
ABRAJ ENERGY

**Signature
de deux accords de
coopération** P 4

COMMERCE INTER-AFRICAIN

**Des opportunités à saisir
par les opérateurs
économiques** P 5

ZONE EURO

**Les banques resserrent
les critères de crédit aux
entreprises** P 16

ASSURANCE
Signature
d'une
convention
cadre entre la
CNMA et la
NESDA

La Caisse Nationale de la Mutualité Agricole (CNMA) et l'Agence Nationale de Développement et d'Appui de l'Entrepreneuriat (NESDA), ont signé, mardi à Alger, une convention cadre de partenariat et d'assurance, selon un communiqué de la CNMA. La convention vise à "encourager les jeunes start-ups en matière d'entrepreneuriat et la création des activités, notamment celles en relation avec le secteur agricole", lit-on dans le communiqué. Elle "s'aligne avec la stratégie du ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche pour le développement du secteur, et permettra à la CNMA de faire valoir sa plus-value pour la mise en place d'un environnement favorable à la pérennisation et au développement de l'activité des jeunes porteurs de projet dans le cadre du dispositif de la NESDA". Cette démarche s'inscrit dans la vision de la CNMA "en tant qu'assureur Conseil, notamment dans la prévention et la gestion des risques", poursuit le communiqué. La signature a eu lieu au siège de la CNMA à Alger, par son directeur général, Cherif Benhabiles, et le directeur général de la NESDA, Bilal Achacha.

PRODUITS ÉLECTRONIQUES, NOUVELLES TECHNOLOGIES, NUMÉRISATION...

L'ENIE de Sidi Bel Abbes dévoile son plan de développement

L'Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbes a établi un plan d'action pour l'année 2025, dans le cadre de la stratégie nationale du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accompagner les nouvelles technologies et la numérisation, a déclaré à l'APS le Président Directeur Général de cette entreprise publique, M. Mohamed Abbas Bourassi.

Synthèse Selma R

Le même responsable a précisé que l'Entreprise a mis en place toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour garantir la fabrication de divers produits électroniques afin de répondre aux besoins du marché national, en accompagnant les nouvelles technologies, notamment en matière de paiement électronique, de solutions d'énergie solaire, ainsi que pour certains appareils électroménagers. Il a indiqué que l'entreprise s'efforce de doubler ses efforts dans la production des terminaux de paiement électronique pour les banques et la commercialisation de ce type de produits, précisant qu'une application sera développée pour améliorer les fonctionnalités du paiement électronique. Il est à noter que l'entreprise a conclu des accords précédents avec "Algérie Poste" concernant le paiement électronique, ayant per-

mis la fabrication de 30.000 unités de terminaux de paiement électronique.

48.000 tablettes ont été fournies des écoles en 2024

Concernant la production de tablettes électroniques pour le secteur de l'éducation nationale, M. Bourassi a précisé que 48.000 unités ont été fournies, l'année dernière, annonçant que la production de tablettes électroniques continuera cette année, avec la distribution prévue dans les établissements scolaires à travers tout le territoire national, conformément à l'accord signé avec le ministère du secteur. En ce qui concerne le développement des équipements liés aux énergies renouvelables, le responsable a révélé que l'unité de fabrication des tablettes électroniques supervise plusieurs projets, dont la réalisation de l'éclairage public. Ainsi, 10.000 points ont été instal-

lés dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah à Alger, en plus de 3.000 autres unités, qui seront réalisées dans le cadre du plan d'action de l'entreprise pour 2025. D'autres projets dans le domaine des panneaux solaires seront mis en œuvre en collaboration avec la société "Cosider" pour la réalisation de l'éclairage public dans d'autres sites, ainsi que l'installation de panneaux électroniques pour faire fonctionner les stations de pompage des eaux d'irrigation dans les exploitations agricoles. La production de téléviseurs sera relancée Concernant la relance de la production de téléviseurs, qui était l'un des principaux produits de l'entreprise dans les années 1980 et 1990, M. Bourassi a souligné que «avec l'existence de concurrents dans ce domaine, nous cherchons toujours à relancer la fabrication de téléviseurs en développant notre production et en nous adaptant aux nouvelles technologies».

Il a ajouté que la production de téléviseurs et d'autres appareils électroménagers, tels que les climatiseurs et les machines à laver, sera relancée, et que la réouverture des points de vente, répartis sur tout le territoire national, est prévue pour satisfaire les besoins des citoyens. Il a également précisé que «la réouverture des points de vente débutera progressivement à partir de la mi-Ramadan prochain». Il a ajouté que «cette opération sera lancée progressivement pour couvrir la demande sur l'ensemble du territoire national et sera accompagnée de services après-vente garantissant la maintenance des équipements par des ingénieurs et des techniciens qualifiés». Il a souligné que dans le cadre de sa feuille de route, l'entreprise garantit un service après-vente en assurant la maintenance et la fourniture de pièces détachées, avec la mise en place d'ateliers de maintenance et la formation d'équipes qualifiées.

PROMOTION DE LA DESTINATION ALGÉRIE

Une délégation de touristes chinois arrive à Alger

Une délégation de touristes chinois, composée de 50 touristes, est arrivée, lundi en début d'après-midi à Alger, pour découvrir la destination touristique Algérie, et ce, dans le cadre de la coopération entre les deux pays pour promouvoir la destination touristique Algérie. La délégation de touristes a été reçue à l'aéroport international

Houari Boumediene par le secrétaire général du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, M. Rachid Bennacer, le représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, et l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli. A cette occasion, M. Bennacer a expliqué que cette initiative était "le fruit

des efforts de coopération entre les deux pays" et vise à "promouvoir la destination touristique Algérie, dans le cadre de la concrétisation du mémorandum d'entente signé par les deux pays en 2018". Il a rappelé que cette délégation "effectuera une visite touristique dans les wilayas d'Alger, Tipasa, Sétif, Batna, Constantine et Djanet, afin de

découvrir le patrimoine touristique et les ressources naturelles dont regorge l'Algérie". De son côté, l'ambassadeur de Chine s'est réjoui de la présence des touristes chinois en Algérie, soulignant que cette initiative "confirme la solidité des relations historiques et de la confiance mutuelle entre les deux pays".

GROUPE YALIDINE-ALLIANCES ASSURANCES

Signature de deux contrats

Par S R.

Le Groupe Yalidine et Alliances Assurances ont signé, hier à Alger, deux contrats lors d'une cérémonie présidée par M. Hassen KHELIFATI, Président-Directeur Général d'Alliances Assurances, et M. Djamel Eddine TOUMIAT, Directeur Marketing et Communication du Groupe Yalidine. En effet, le premier contrat porte sur la prestation de services logistiques, notamment la distribution de courrier et de colis, au profit d'Alliances Assurances et de son réseau d'agents généraux. Ces prestations seront assurées par l'une des filiales E-Logistica, indique le Groupe Yalidine dans un

communiqué. Le second vise, ajoute la même source, à assurer l'ensemble des filiales et le personnel du Groupe Yalidine, renforçant ainsi la sécurité et la protection de ses ressources matérielles et immatérielles. Ce partenariat entre le Groupe Yalidine et Alliances Assurances illustre la volonté commune des deux entités de renforcer leurs synergies et d'apporter des solutions innovantes et performantes dans leurs domaines respectifs. En alliant expertise logistique et assurance de qualité, ce partenariat pose les bases d'une collaboration durable au service de leurs clients et partenaires. Leader du courrier express en Algérie, le Groupe Yalidine se distingue par son expertise dans la distribution de courrier

(contrats, chèques, cahiers des charges), la livraison de colis liés au e-commerce, le transport de marchandises, ainsi que le stockage et l'emballage des produits. Selon les données de l'ARPCE, le Groupe Yalidine détient plus de 70 % de parts de marché dans son secteur. Avec huit filiales, un effectif de 3500 employés directs, + 700 véhicules de transport, 350 motos, quatre hubs et six centres de tri, le Groupe Yalidine opère à travers un réseau de 160 agences nationales et assure une livraison quotidienne de plus de 30 000 colis/Jour. Le Groupe se distingue également par sa triple certification obtenue en 2023 : ISO 9001-2015, ISO 14001-2015, et ISO 45001-2018, témoignant de son engagement

envers la qualité, l'environnement et la santé-sécurité au travail. Parmi les filiales du groupe Yalidine, E-Logistica connue sous le nom commercial Speed Mail se distingue par une expertise de 15 ans dans le secteur du transport et de la logistique. Spécialisée dans la livraison de colis pour les entreprises (factures, contrats, chèques, cahiers des charges, etc.), le fret et le groupage, les courses, ainsi que le transport de marchandises, cette entreprise opère sur l'ensemble du territoire national. Forte d'un personnel expérimenté et d'une infrastructure robuste, elle dispose de 107 agences et d'une flotte de 200 véhicules de tous types, garantissant un service fiable et efficace.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA BM PRÉVOIT UNE HAUSSE DE 4,5 % EN 2025 ET 5% EN 2026

L'investissement en Algérie en pleine croissance

Dans un contexte économique mondial incertain, l'Algérie mise sur l'accélération des investissements pour consolider sa croissance et diversifier son économie. Selon les dernières projections de la Banque mondiale, les investissements fixes du pays devraient augmenter de manière significative, atteignant 4,5 % en 2025 et 5 % en 2026, après une progression de 4,1 % en 2024. Cette dynamique prometteuse est essentielle pour relever les défis structurels du pays et réduire sa dépendance aux hydrocarbures.

Par Mourad A.

L'investissement, levier clé de cette transformation, s'intègre dans une stratégie nationale visant à moderniser les infrastructures, soutenir les secteurs émergents et attirer des capitaux étrangers. Cette tendance ascendante, soutenue par des politiques publiques favorisant les grands projets, est cruciale pour accélérer la diversification de l'économie algérienne. À travers des initiatives visant le développement industriel, le renforcement des capacités énergétiques renouvelables et la modernisation des transports, l'Algérie affiche une volonté claire d'élargir la base de son économie. Le secteur des infrastructures, en particulier, reste une priorité, avec un accent sur la transition énergétique et la construction d'équi-

pements stratégiques. L'objectif est de renforcer la compétitivité nationale tout en positionnant le pays comme un hub régional. Par ailleurs, les efforts pour attirer des investisseurs internationaux s'intensifient, grâce à des réformes législatives et à la simplification des procédures administratives.

Une prévision de croissance de 3,4% en 2025

Au-delà des investissements, la performance globale de l'économie algérienne témoigne d'une croissance soutenue, bien que prudente. En 2022, le PIB réel a progressé de 3,6 %, avant d'atteindre 4,1 % en 2023. Toutefois, une légère baisse est attendue en 2024, avec une prévision de 3,1 %, suivie d'un rebond modéré à 3,4 % en 2025. Ces prévisions reflètent une stabilité économique relative,

bien que cette dernière demeure dépendante des fluctuations des marchés énergétiques mondiaux. Le commerce extérieur suit également cette tendance de reprise progressive. Les exportations de biens et services devraient enregistrer une forte hausse de 5,1 % en 2025, tandis que les importations croîtront de 5,2 %, après une augmentation notable de 6,0 % en 2024. Ces échanges sont essentiels pour maintenir l'équilibre économique du pays et pour générer des devises. Du côté de la consommation, les projections indiquent un ralentissement de la consommation privée, qui passerait de 4,1 % en 2024 à 3,7 % en 2025. En revanche, la consommation publique, souvent moteur lors des périodes de transition économique, devrait croître de 3,1 % en 2025, marquant un retour modéré mais significatif. Les

contributions nettes des exportations à la croissance, qui devraient redevenir positives (+0,3 point en 2025), confirment l'importance des réformes structurelles en cours pour renforcer la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. À moyen terme, l'accélération des investissements pourrait avoir des retombées positives sur la consommation, l'emploi et les exportations. L'Algérie semble donc bien positionnée pour utiliser les investissements comme catalyseur d'une transformation économique majeure. Ce pari audacieux sur le long terme, s'il est soutenu par des politiques cohérentes et des partenariats internationaux solides, pourrait permettre au pays de franchir une nouvelle étape dans sa quête de diversification et de modernisation économique.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITE

Entre défis financiers et modernisation

Par M A.

Le système de retraite algérien est actuellement en pleine transformation. Face à des défis financiers et sociaux majeurs, les autorités multiplient les initiatives pour garantir la pérennité des pensions tout en introduisant des mesures innovantes afin de simplifier les démarches administratives. Avec plus de 3,5 millions de retraités et des dépenses mensuelles dépassant 151 milliards de dinars, soit environ 1 milliard de dollars, l'Algérie mise sur des réformes structurelles et des outils numériques pour renforcer l'équilibre financier de la Caisse Nationale de Retraite (CNR), comme l'a souligné Abdelhafid Adrar, directeur de la retraite à la CNR. Lors d'une interview accordée à un média privé, Abdelhafid Adrar a précisé qu'environ 17 000 nouveaux retraités

rejoignent chaque mois les bénéficiaires des pensions, dont 7 000 en retraite directe et 8 000 en retraite transférée. Ces chiffres illustrent l'augmentation constante du nombre de retraités, conséquence à la fois de l'évolution démographique et de la suppression, en 2017, de la retraite anticipée. « Malgré cette pression, des efforts notables ont permis de réduire le déficit financier de la caisse. En 2024, la Sécurité sociale a collecté 1 800 milliards de dinars, dont 51 % (soit environ 900 milliards de dinars) ont été alloués à la Caisse Nationale des Retraites », a-t-il indiqué. Cette performance repose sur un ensemble de mesures, telles que la création d'emplois, la lutte contre la fraude sociale et une gestion rigoureuse des cotisations. Le rapport entre cotisants actifs et retraités demeure un défi majeur pour la viabilité du système. « Actuel-

lement, ce ratio est de 2,3 cotisants pour un retraité, en légère amélioration par rapport à 2,1 il y a trois ans. Cependant, pour garantir un équilibre optimal, ce ratio devrait atteindre 5 cotisants pour un retraité, ce qui montre l'ampleur des efforts restant à fournir », a expliqué Abdelhafid Adrar. Pour soutenir cet équilibre, les autorités prévoient la création de 450 000 emplois sur cinq ans, une initiative clé pour augmenter les contributions sociales et ainsi soutenir le système. L'année 2024 a également marqué une amélioration significative des conditions des retraités. « Une hausse des pensions, comprise entre 10 % et 15 %, a été mise en place, financée par une enveloppe supplémentaire de 171 milliards de dinars », a précisé l'interenant. Cette augmentation témoigne de l'engagement du gouvernement à améliorer les conditions de

vie des retraités, malgré les contraintes budgétaires. Par ailleurs, des mesures spécifiques ont été mises en place pour les femmes retraitées, qui peuvent bénéficier de conditions avantageuses. « L'âge légal de la retraite est fixé à 60 ans, mais les femmes peuvent partir dès 55 ans si elles justifient de 15 années de travail. De plus, une réduction d'un an par enfant élevé pendant au moins 9 ans leur permet de partir à la retraite dès 52 ans, dans certains cas », a expliqué le responsable. Un autre pilier important des réformes concerne la simplification des démarches administratives. Selon Abdelhafid Adrar, la Caisse Nationale des Retraites a introduit des outils numériques afin de réduire les déplacements, en particulier pour les retraités âgés. « Des applications permettent désormais de soumettre des docu-

ments en ligne, tandis qu'un système de reconnaissance faciale facilite la vérification de l'identité », a-t-il révélé. Ces innovations visent à alléger les procédures et à garantir une gestion plus sécurisée et efficace des prestations. Malgré ces avancées, des défis persistent. Le vieillissement de la population, le ratio encore trop faible de cotisants par rapport aux retraités, ainsi que la gestion des pensions transférées, qui représentent une part importante des prestations, continuent de mettre sous pression le système. Toutefois, grâce à des politiques économiques rigoureuses et à une modernisation continue, l'Algérie semble sur la bonne voie pour renforcer son système de retraite tout en répondant aux besoins de ses citoyens.

ALGÉRIE-RUSSIE

Réunion préparatoire de la 12^e session de la Commission intergouvernementale mixte

Les travaux de la réunion d'experts préparatoire de la 12e session de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, prévue jeudi prochain, sous la coprésidence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, et du vice-Premier ministre russe, M. Dmitry Patrushev, ont débuté hier à Alger. L'ouverture de cette réunion préparatoire a été coprésidée par le directeur général Europe au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Toufik Djouama, et le directeur du Département du développement de la coopération bilatérale au ministère du Développement économique de la Fédération de Russie, M. Pavel Kalmychek, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Russie, M. Boumédiène Guennad, du chargé d'affaires à l'ambassade de Russie, M.

Alexey Kotcheshkov, ainsi que de cadres et d'experts représentant divers départements ministériels, organismes et entreprises des deux parties. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux, M. Djouama a indiqué que cette session s'inscrivait dans le cadre du "renforcement du dialogue et de la concertation de haut niveau entre les deux pays, de la consolidation du cadre de coopération bilatérale et du raffermissement des liens entre les entreprises algériennes et russes". L'organisation de cette rencontre intervient dans "un contexte bilatéral très positif caractérisé par une dynamique ascendante dans les relations bilatérales, à travers les mesures importantes prises ces dernières années par l'Algérie et la Russie, grâce à notre engagement commun à raffermir nos relations bilatérales prometteuses, sous la conduite des Présidents Abdelmadjid Tebboune et Vladimir Poutine", a-t-il souligné. Cette session représente une "nou-

velle opportunité pour consolider les fondements de la coopération bilatérale et approfondir la coopération économique et technique dans plusieurs domaines d'intérêt commun", a ajouté M. Djouama. Il a, par là même, rappelé la Déclaration de partenariat stratégique approfondi signée par les présidents des deux pays, lors de la visite officielle effectuée, en juin 2023 en Russie, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, laquelle, a-t-il dit, a "insufflé un nouvel élan aux relations bilatérales, leur conférant une dimension stratégique plus profonde". Partant de cette volonté ancrée d'établir un partenariat mutuellement bénéfique, M. Djouama a invité les entreprises russes à investir en Algérie et à tirer parti des opportunités qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que des mesures incitatives prises par les autorités afin d'encourager les investissements étrangers directs, soulignant que l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-

échange continentale africaine fait du pays "une porte d'entrée idéale pour le marché africain". De son côté, le directeur du Département du développement de la coopération bilatérale au ministère russe du Développement économique, M. Pavel Kalmychek, a réaffirmé la volonté de son pays "d'approfondir la coopération bilatérale et d'étendre les domaines de partenariat avec l'Algérie à plusieurs secteurs économiques, scientifiques et culturels", rappelant que "l'Algérie est l'un des principaux partenaires de la Russie et un pays important en Afrique". Il a également fait état d'"importantes opportunités pour élargir le dialogue et la coopération avec l'Algérie", mettant en avant "l'intérêt que portent les entreprises russes à l'investissement en Algérie et à la signature d'autres accords dans plusieurs domaines économiques afin d'augmenter le volume des échanges entre les deux pays".

Synthèse R E.

SONATRACH-
COMPAGNIE
NORVÉGIENNE "DNO"

Les moyens de relancer et de développer le partenariat examinés

Le président directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, lundi au siège de la Direction générale, le Directeur général de la compagnie norvégienne "DNO", M. Christopher Spencer, et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué du Groupe. Les deux parties ont examiné les voies et moyens de relancer et de développer le partenariat dans les domaines de l'exploration, du développement et de la production d'hydrocarbures en Algérie, précise la même source. Lors de cette rencontre, la délégation de la compagnie norvégienne a exprimé son souhait d'établir des relations de coopération étroites avec Sonatrach, cette dernière étant un partenaire important dans les activités amont tant au niveau national qu'international, et une entreprise de confiance dans la chaîne de valeur des hydrocarbures à l'échelle mondiale. Créée en 1971, la Société norvégienne "DNO" est spécialisée dans le domaine de l'exploration et de la production du gaz et du pétrole. Elle active dans la région du Moyen Orient, en Mer du Nord et en Afrique de l'Ouest et tend à étendre ses activités en Algérie, ajoute le communiqué.

COOPÉRATION

La présidente du CRA reçoit le représentant du CICR

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Mme Ibtissem Hamlaoui, a reçu le représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Lorenzo Caraffi, avec lequel elle a évoqué le bilan de la coopération entre les deux parties en 2024, indique, lundi un communiqué du CRA. "Le bilan de la coopération entre les deux parties a inclus des sessions de formation au profit des formateurs en premiers secours au profit de 47 participants", ainsi que "deux sessions de formation en communication et en information destinées à 29 coordinateurs de wilaya", et "une formation sur les aides d'urgence au profit de 18 participants, supervisés par des experts internationaux", précise le communiqué. Il s'agit également "d'une session de formation sur le rétablissement des liens familiaux au profit de 8 participants issus des wilayas du Sud à Tamanrasset", selon

le communiqué. A cela s'ajoute "une aide pour l'acquisition d'équipements médicaux pour prendre en charge les maladies du Paludisme et de la diphtérie à In Guezzam, et Bordj Badji Mokhtar, ainsi que l'acquisition de matériel de formation pour les premiers secours". A cette occasion, M. Caraffi a salué "le travail considérable et les efforts exceptionnels déployés par le CRA tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, notamment dans la collecte des aides au profit des populations de la bande de Ghaza", soulignant "l'importance de renforcer la diffusion des concepts du Droit international humanitaire (DIH). Pour soutenir les efforts du CRA, le représentant du CICR a proposé la participation des experts du Comité international de la Croix-Rouge au Concours national pour le Prix Emir Abdelkader pour le droit international et humanitaire", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,38	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 360,00	2370,00	0,42	0,67	2,72	7,11	7,59	400	948 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2273,00	0,00	0,43	-0,29	11,96	5,50	55364	125 842 372,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,95	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-10,98	2,03	-	0	0,00

SONATRACH- SOCIÉTÉ OMANAISE ABRAJ ENERGY

Signature de deux accords de coopération

Le Groupe Sonatrach et la société omanaise Abraj Energy Services ont signé, hier à Mascate (capitale d'Oman), deux accords de coopération, visant à développer des programmes de formation et de développement professionnel dans le secteur du pétrole et du gaz, a annoncé Sonatrach dans un communiqué. Ces accords font suite au protocole d'accord signé entre les deux parties le 24 avril 2024 et s'inscrivent dans le cadre du renforcement du partenariat stratégique entre les deux compagnies. Les accords ont été signés par M. Abdelkader Guenoune, directeur de l'Institut Algérien du Pétrole, et Mme Souad Abdallah., directrice de l'Aca-

démie Sonatrach de la gestion, pour le côté algérien, et par M. Saif bin Saïd Al-Hamhami, directeur général de la société des Abraj pour les services énergétiques, pour le côté omanais, en présence de plusieurs cadres des deux parties. Ces accords viennent compléter de manière significative le protocole d'accord entre les deux parties, ajoute la même source, mettant ainsi l'accent sur la mise en place d'un cadre de travail commun visant à lancer des programmes de formation spécialisés destinés à développer les compétences techniques et managériales des employés, en plus de renforcer l'échange d'expériences dans les domaines de la formation et de la

recherche scientifique. Cette coopération, indique la même source, incarne une vision partagée visant à renforcer l'intégration des expertises algériennes et omanaises, et reflète l'engagement des deux parties à construire un partenariat stratégique durable fondé sur le développement des compétences humaines et le renforcement des relations bilatérales, dans le but de réaliser des intérêts communs.

MONNAIE

Le dollar en petite forme face aux inquiétudes sur l'IA

Le dollar peine à trouver un véritable élan lundi face à la montée en puissance d'une start-up chinoise spécialisée dans l'intelligence artificielle (IA) qui pourrait remettre en question la domination des géants technologiques américains. Vers 19H35 GMT, la monnaie américaine grappillait 0,08% face à l'euro à 1,0489 dollar. Le yen et le franc suisse bénéficiaient, eux, pleinement de leur statut de valeur refuge. La monnaie nipponne grimpait ainsi de 0,83% à 154,70 yens pour un dollar, également portée par la dernière décision de la Banque du Japon (BoJ), qui a relevé son taux directeur à 0,5% vendredi dernier, après un statu quo en décembre. Le franc suisse montait pour sa part de 0,44% à 0,9019 franc suisse pour un dollar. Le marché a par ailleurs presque entièrement intégré dans le cours du dollar un statu quo de la Fed, qui se réunit dès mardi pendant deux jours.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الاستهلاك ليوم 28 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date:28 Janvier 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	74	89	58	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	96	112	80	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف	
	Ail sec	499	567	431	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	59	الجزر	
	Navet	81	91	70	لفت	
	Choux fleur	67	75	58	قرنبيط	
	Choux	85	94	76	الكرفس	
	Courgette	170	184	156	الكوسة	
	Haricot vert	331	350	311	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	110	85	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	102	135	70	الندرين	
	Orange	110	135	85	البرتقال	
	Citron	125	143	107	الليمون	
	Pomme locale	408	522	295	التفاح المحلي	
	Datte	524	659	389	التمر	
	Banane	427	442	412	الموز	
Produits d'origine animale	V viande bovine locale	1763	1891	1634	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	343	355	332	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)	

STRATÉGIE NATIONALE INDUSTRIELLE

Les industriels appelés à y collaborer

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, n'a cessé de rappeler aux différents opérateurs économiques du pays l'importance de savoir produire et de s'organiser pour mieux produire. En effet, lors de sa visite hier dans la wilaya de Tipasa, le premier responsable du secteur industriel a souligné que, tout en déployant toute son énergie pour résoudre leurs doléances, son ministère attend également des opérateurs économiques locaux qu'ils s'organisent en clusters. Cela permettrait d'élaborer une vision commune de leurs activités et de contribuer à la mise en place d'une stratégie nationale claire et cohérente. En somme, il s'agit de s'organiser et de s'unir pour faire avancer cette stratégie.

Par Réda Hadi

Lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques locaux, Sifi Ghrieb a réitéré la vision de son département, en leur rappelant la mobilisation de ses services pour accompagner les opérateurs économiques et lever tous les obstacles rencontrés par ces derniers, notamment en ce qui concerne l'octroi des accréditations nécessaires à l'exercice de leur activité et à l'entrée en phase de production, mais de souligner surtout que si son ministère déploie autant d'efforts, c'est pour que ceux –ci grâce à leur collaboration aident à d'élaborer une stratégie industrielle nationale aux contours clairs.

Il n'est nul besoin de rappeler que dans tous ses déplacements, appelle les industriels locaux à se réunir. Et le cluster est une approche essentielle, puisque celui-ci (le cluster) étant un réseau d'entreprises et d'institutions proches géographiquement et interdépendantes, liées par des métiers, des technologies et des savoir-faire communs, être facteur de challenge et avoir une influence positive sur l'innovation et la compétitivité, les compétences des travailleurs, l'informa-

tion et la dynamique entrepreneuriale sur le long terme.

Et c'est pour signifier la volonté de son département à œuvrer pour une stratégie nationale efficace, le ministre a indiqué en substance, que les portes du ministère sont ouvertes aux opérateurs économiques, d'autant que des réunions hebdomadaires sont organisées pour écouter leurs préoccupations et propositions afin d'élaborer une stratégie industrielle nationale aux contours clairs, ajoutant que ses services sont mobilisés pour accompagner les opérateurs et lever tous les obstacles, notamment en ce qui concerne les accréditations nécessaires à l'exercice de leur activité et à l'entrée en phase de production.

Et c'est dans cette optique que le ministre a appelé les opérateurs des différentes filières industrielles à s'organiser et à travailler au sein de clusters professionnels pour promouvoir le tissu économique national, relevant l'importance de travailler en groupe au sein d'une même filière industrielle afin de réaliser un bond qualitatif et d'atteindre les objectifs escomptés, notamment en matière de protection de la production nationale et de réduction de la facture des importations.

Pour confirmer, les choix de sa politique, Ghrieb a assuré que concernant l'industrie pharmaceutique, l'Algérie avait obtenu des résultats très satisfaisants, notamment dans le domaine des médicaments anticancéreux, précisant que le ministère soutient et accompagne toute initiative visant à atteindre l'indépendance en matière de sécurité sanitaire, notamment pour les produits sensibles, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la sécurité sanitaire.

Et de poursuivre, que s'agissant du système de suivi et de traçabilité pharmaceutique, lancé lundi, dans l'unité de production du Groupe "Saidal" à Cherchell, permettant de suivre les produits pharmaceutiques dès la phase de production, jusqu'à leur distribution dans les pharmacies et au consommateur, le ministre a souligné qu'il permettra également de conférer davantage de transparence à la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique", estimant que la numérisation est le premier outil de répression des différents phénomènes, tels que la spéculation et la contrefaçon des produits pharmaceutiques.

COMMERCE INTER-AFRICAIN

Des opportunités à saisir par les opérateurs économiques

Par R. E

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Mohamed Boukhari a appelé, hier à Alger, les opérateurs économiques à investir le marché africain et à profiter des avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), soulignant que l'Algérie a des capacités qui lui permettent d'être un acteur efficace dans le commerce inter-régional en Afrique.

S'exprimant lors d'une journée d'information sur «Opportunités et facilitations d'exportation vers le marché africain», organisée par le ministère au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), Boukhari a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à tirer profit des avantages offerts par la ZLECAF, notamment en ce qui concerne la réduction ou la suppression des droits de douane, rappelant que «97% de ces droits seront supprimés d'ici 2030». Consciente de l'importance de sa di-

mension africaine, l'Algérie compte parmi les pays fondateurs de la ZLECAF, depuis les négociations jusqu'à la signature de l'accord portant création de la Zone et son approbation par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en 2021, précisant que la mise en œuvre complète de cet accord aura un «impact positif sur le volume du commerce intra-africain».

Le ministre a souligné que l'Algérie dispose de nombreux atouts pour «jouer un rôle efficace dans le commerce intra-africain », notamment sa position géographique privilégiée qui en fait une porte d'accès au continent, ainsi que d'autres avantages découlant de «la politique judicieuse et perspicace du président de la République».

De son côté, le directeur général du commerce extérieur par intérim au ministère, M. Samir Deradji a appelé les opérateurs économiques à saisir toutes les opportunités commerciales et d'investissement au niveau continental et à tirer profit des différents avantages accordés par l'Etat.

Rappelant les résultats positifs accomplis par le pays dans «un délai record» à la faveur de la politique de relance économique adoptée par les hautes autorités, M. Derradji a appelé à davantage d'efforts pour que l'Algérie accède à la place qui lui sied aux plans continental et international.

La "ZLECAF" est une zone géographique où les biens et services circulent sans restrictions entre les Etats membres de l'Union africaine (UA).

L'accord de sa création a été signé lors de la 10e session extraordinaire du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en mars 2018 à Kigali (Rwanda). L'accord fondateur de cette zone, ratifié par l'Algérie en mai 2021, prévoit la création d'un marché unifié des biens et des services facilitant la libre circulation des personnes, en vue d'approfondir l'intégration économique du continent africain conformément à la vision africaine pour une «Afrique intégrée, prospère et pacifique», tel que stipulé dans l'agenda 2063.

ASSURANCE DE PERSONNES

Signature d'une convention BNA-AGLIC pour la digitalisation des services

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) et l'Algerian Life Insurance Company (AGLIC), spécialisée dans l'assurance de personnes ont signé une convention permettant la digitalisation des paiements et la souscription des contrats d'assurance, indique mardi un communiqué de la BNA.

Cette convention "exclusive" est une solution innovante qui "redéfinit le paiement et la souscription des contrats d'assurance en ligne, marquant ainsi une avancée majeure dans la transformation digitale du secteur des assurances en Algérie", explique la même source.

Elle reflète la volonté commune de la BNA et d'AGLIC d'offrir "une expérience client à la fois moderne, pratique et sécurisée, tout en facilitant l'accès aux services d'assurance", a fait savoir la même source.

Pour ce faire, explique le document, il suffit de télécharger gratuitement l'application "WIMPAY-BNA" sur Play Store ou sur App Store et de souscrire au service d'assurance et procéder au paiement mobile.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par la BNA et AGLIC, offrant ainsi aux citoyens, "plus de facilité et de confort en leur permettant de souscrire des contrats d'assurance via des moyens sécurisés, rapides et disponibles 24h/24 et 7j/7", affirme le communiqué.

UNE CINQUANTAINE D'AGENCES SERONT OUVERTES À L'HORIZON 2030

La BDL se déploie dans le Sud du pays

Une cinquantaine d'agences de la Banque de développement local (BDL) seront ouvertes dans les différentes wilayas du Sud à l'horizon 2030, a annoncé mardi son Directeur général, Youcef Lalmas.

M. Lalmas a indiqué dans une déclaration à l'APS en marge d'une campagne de communication et de sensibilisation sur l'ouverture du capital de la BDL, que cette densification des agences de la Banque dans les wilayas du Sud, notamment en régions frontalières, "répond à un besoin des clients de ces régions et vise aussi à s'adapter aux engagements de la réforme financière décidée par les pouvoirs publics et visant l'efficience économique".

Il a ajouté que la réalisation des nouveaux espaces bancaires s'inscrit à la fois dans le cadre de la modernisation du secteur monétaire et du processus de numérisation généralisé dans toutes les institutions financières du pays.

S'agissant de l'ouverture du capital de la BDL, M. Lalmas a soutenu que l'opération offre aux investisseurs nationaux une opportunité unique de participer au développement économique et social du pays, précisant qu'une large campagne de communication est engagée pour informer le public des détails de l'opération et des avantages liés à l'acquisition d'actions de la BDL.

Il a rappelé que cette campagne s'étale du 20 janvier au 20 février 2025, période durant laquelle la banque effectuera une offre publique de vente (OPV) de 44,2 millions d'actions, représentant 30% de son capital social.

L'émission de ces actions vise à lever un montant total de 61,88 milliards DA, dont 17,68 milliards DA de primes d'émission, et le capital de la BDL sera porté, à l'issue de cette opération, à 147,4 milliards DA, a signalé son premier responsable.

M. Lalmas a conclu que l'opération d'ouverture du capital de la BDL vise son introduction à la Bourse d'Alger.

R. E.

CONSTANTINE

Une manœuvre de la Protection civile simulant un séisme exécutée à El Khroub

Les services de la Protection civile de la wilaya de Constantine ont exécuté lundi une manœuvre simulant un séisme avec un épicentre à 7 km au Sud-ouest de la commune d'El Khroub. Cette manœuvre qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan ORSEC 2024 vise à tester la disponibilité sur les plans matériel et humain de la Protection civile et des autres partenaires constituant le plan ORSEC et le niveau de leur coordination pour assurer une réaction rapide et efficace dans la gestion des crises et la protection des vies et des biens, a indiqué à l'APS le responsable de la cellule de communication à la direction locale de la Protection civile. Supervisée par le wali, AbdelkhalekSayouda, la manœuvre a associé plusieurs directions locales dont celles des travaux publics, de la santé, de l'énergie et des forêts, les corps de sécurité et les éléments de l'armée nationale populaire. Le scénario de la manœuvre simule un séisme ayant causé des dégâts à l'unité de voisinage n 4 à la circonscription administrative Ali Mendjeli, à la cité Massinissa sur la RN-03 et à la cité des Moudjahidine d'El Meridj, selon la même source. Après avoir reçu un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique et des informations relatives à des dégâts matériels et humains, le plan ORSEC a été enclenché par l'intervention des unités et équipes spécialisées pour secourir les victimes et évacuer les sites endommagés, a-t-on indiqué. Un centre de commandement opérationnel a été ainsi installé à la circonscription administrative Ali Mendjeli qui a pris en charge l'organisation des secours d'urgence en plus d'une base pour l'approvisionnement des différents intervenants. La manœuvre a permis de tester de nouveaux équipements et techniques modernes conformément à la stratégie et au plan de prise en charge des sinistrés et à la hiérarchie des priorités fixées outre la définition des besoins des intervenants, selon la même source.

TIMIMOUN

Cinq milliards de DA pour l'électrification agricole et l'ouverture de pistes agricoles

D'importantes enveloppes financières ont été allouées aux projets d'électrification et d'ouverture de pistes agricoles dans la wilaya de Timimoun, a affirmé, lundi, le directeur de l'organisation foncière et de l'aménagement des terres au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Wahid Tifani.

S'exprimant dans une déclaration à l'APS, en marge d'une rencontre régionale sur "l'évaluation des contrats de performance de la période 2024/2027", tenue à l'Institut technologique spécialisé en agriculture saharienne de Timimoun, M. Tifani a précisé que "ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour accompagner les agriculteurs de Timimoun et qui ont bénéficié de quatre (4) milliards de DA pour l'électrification agricole et plus d'un (1) milliard de DA pour l'ouverture de 300 km de pistes". Ceci s'inscrit dans une optique visant à réaliser l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et atteindre un million d'hectares (ha) de superficies irriguées, a-t-il souligné. Et d'ajouter que cette rencontre régionale fait partie d'une série d'événements similaires organisés par le ministère au profit des agriculteurs, dans le but de recueillir leurs préoccupations et d'évaluer leur respect des contrats de performance, et de leurs engagements vis-à-vis des cahiers des charges.

De son côté, la directrice de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), SabihaBoussedra a, lors de cette rencontre, indiqué que des démarches sont entreprises pour lancer un cinquième portefeuille foncier en faveur des porteurs de projets désireux de s'investir, notamment dans les cultures stratégiques, la céréaliculture, la filière oléagineuse et l'intensification de la culture des semences, entre autres. S'agissant du foncier agricole attribué dans le cadre du "couloir-vert", elle a fait savoir que la superficie requise pour la production agricole ne doit pas être inférieure à 10.000 ha et que celle dédiée à l'intensification de la culture des semences doit être d'au moins 2.000 ha, signalant que les dossiers doivent être déposés au

niveau du ministère. Pour sa part, le chef de l'exécutif local, Souna Benamar, a saisi cette occasion pour mettre en avant l'importance de telles rencontres qui constituent "une véritable opportunité d'échanger des idées et de débattre des questions liées au développement du secteur agricole", a-t-il dit. Il a insisté, à ce titre, sur le fait que la wilaya de Timimoun regorge d'un énorme potentiel agricole et d'eaux souterraines, ce qui en fait une destination prometteuse pour les investisseurs. Elle dispose en outre d'une superficie estimée à 38.000 ha, réservée à l'investissement dans le couloir-vert, a-t-il poursuivi. Organisée en coordination avec l'ODAS, cette rencontre s'est déroulée en présence des cadres du secteur et d'investisseurs issus des wilayas de Timimoun, Adrar, Illizi et Djanet

DJELFA

Production de près de 5 millions de litres d'huile d'olive

Une production de 4,8 millions de litres d'huile d'olive a été réalisée dans la wilaya de Djelfa au titre de la présente campagne agricole 2024/25, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). La production de cette année est en légère baisse comparativement à celle de la campagne écoulée, avec une production de 5,1 millions de litres d'huile d'olive, ont relevé les responsables du secteur, estimant

néanmoins que cette baisse n'a pas eu d'impact significatif sur l'efficience de cette filière, au vu de l'orientation croissante des agriculteurs de la wilaya vers cette culture et l'extension du verger oléicole local porté actuellement à 11.000 ha. Selon les chiffres fournis par la direction du secteur, la campagne de cueillette des olives totalement clôturée dans la wilaya a donné lieu à une collecte de 379.270 qx d'olives, dont 27.470 qx d'olives de table et

351.800 qx destinés à la trituration. "Vu son développement notable, cette culture stratégique jouit d'un grand intérêt de la part des services du secteur agricole de la wilaya, dont les responsables veillent chaque année au lancement officiel de la campagne oléicole", a assuré le directeur des services agricoles de Djelfa, Mohamed Bensalem Ben Abdallah. Fin octobre dernier, les autorités de la wilaya ont procédé au lancement de la campagne oléicole à partir de

la ferme pilote productrice de la marque d'huile d'olive "Dahbia" dans la commune de Benhar, primée au double plan national et international pour son excellente qualité. A noter que la wilaya de Djelfa compte quatre (4) huileries privées pour la trituration de la production d'olives de la wilaya, mais également celle de nombre de wilayas avoisinantes.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Le barrage d'Ain Zada sera connecté à celui de Mahouane (Sétif) avant le Ramadhan

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a indiqué lundi au cours d'une visite de travail à Bordj Bou Arreridj, que le barrage d'Ain Zada sera connecté à celui de Mahouane (Sétif) "avant le mois de Ramadhan, dans le cadre des grands transferts hydrauliques". Cette mesure qu'il a qualifiée "d'exceptionnelle" vise à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, par le transfert d'un volume important d'eau, estimé à 60.000 m3/jour, permettant ainsi aux populations de la wilaya, notamment au chef-lieu, de bénéficier d'un certain "confort" en matière d'AEP durant le mois sacré, a ajouté le ministre dans une déclaration à la presse. Il a également souligné que les projets réalisés dans le cadre du programme d'urgence décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour atténuer l'impact du faible niveau des eaux souterraines sur le programme de distribution, ont permis d'améliorer l'AEP dans certaines communes, satisfaisant de la sorte les citoyens qui ont jouissent des efforts des autorités publiques pour faire face au

manque d'eau. M. Derbal a néanmoins indiqué que la solution "définitive et durable" aux perturbations de l'AEP dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj "réside dans les projets de dessalement d'eau de mer, conformément à la stratégie prospective du président de la République". Il a ajouté que la stratégie de son secteur ministériel sera dorénavant fondée sur une vision à long terme pour la période 2030-2040 à travers la diversification des ressources (eaux souterraines, dessalement de l'eau de mer et grands transferts), soulignant que le secteur de l'hydraulique ne sera pas un obstacle au développement mais contribuera, en revanche, à répondre aux besoins des secteurs de l'industrie et de l'agriculture tout en garantissant la sécurité hydrique aux citoyens. Le ministre de l'Hydraulique a également ajouté que l'entrée en service, dans la wilaya, des stations d'épuration des eaux usées permettra d'exploiter de nouveaux périmètres agricoles qui seront consacrés aux produits de la terre stratégiques, tels que les légumes, notamment dans les communes de Ras El Oued et d'Ain Taghrout. Le ministre avait écouté, à l'entame de sa visite un exposé

exhaustif sur le secteur de l'hydraulique à Bordj Bou Arreridj, présenté par le wali, Kamel Nouicer, qui a affirmé que le volume des investissements publics dans le secteur, au niveau local, s'élève à 3,385 milliards de dinars, dont 3,235 milliards au titre du programme d'urgence pour 2024, en plus des nouveaux investissements consentis en 2025 pour un montant de 4,350 milliards de dinars pour la réalisation de quatre opérations, dont le renouvellement des réseaux de distribution dans 15 communes M. Taha Derbal a supervisé, au cours de sa visite de travail, la mise en service d'une station de pompage à Sidi Idir (commune d'El Main), inauguré un réservoir de 6.000 m3 à Bordj Zemmoura, inspecté un projet de station d'épuration, lancé les travaux d'aménagement d'un périmètre irrigué de 120 hectares, supervisé la mise en service d'une station de traitement et de purification des eaux à l'ozone, dans la commune d'Ain Taghrout, avant de s'enquérir de l'avancement de 3 stations d'épuration à Bordj Bou Arreridj, Tixter et Ras El Oued, et d'un périmètre irrigué de 150 hectares au chef-lieu de wilaya.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Trump affronte une Chine toujours plus puissante et affirmée

Peut-il gérer les relations entre les États-Unis et la Chine sans précipiter la Troisième Guerre mondiale ?

2^e partie et fin

Par Michael T. Klare

Alors que ces menaces devenaient de plus en plus fréquentes et menaçantes, les dirigeants de Washington ont continué à débattre de la validité de « l'ambiguïté stratégique », certains insistant pour qu'elle soit remplacée par une politique de « clarté stratégique » impliquant un engagement sans faille à aider Taïwan en cas d'invasion par la Chine. Le président Biden a semblé adhérer à ce point de vue, affirmant à plusieurs reprises que les États-Unis étaient tenus de défendre Taïwan dans de telles circonstances. Cependant, à chaque fois qu'il l'a dit, ses collaborateurs sont revenus sur ses propos, insistant sur le fait que les États-Unis n'avaient aucune obligation légale de le faire. L'administration Biden a également renforcé son soutien militaire à l'île en augmentant les patrouilles aériennes et navales américaines dans la région, ce qui n'a fait qu'accroître la possibilité d'une future intervention américaine en cas d'invasion par la Chine. Certaines de ces mesures, notamment l'accélération des transferts d'armes vers Taïwan, ont été adoptées en réponse aux pressions exercées par les faucons anti-Pékin au Congrès. Toutes, cependant, s'inscrivent dans une stratégie globale de l'administration visant à encercler la Chine avec une constellation d'installations militaires américaines et d'alliés et de partenaires armés par les États-Unis. Du point de vue de Pékin, Washington exerce donc déjà une pression militaire et géopolitique extrême sur la Chine. La question est la suivante : l'administration Trump augmentera-t-elle ou diminuera-t-elle ces pressions, en particulier en ce qui concerne Taïwan ? Que Trump approuve l'augmentation des ventes d'armes et de la coopération militaire avec Taïwan va essentiellement de soi (autant, du moins, que tout ce qui l'implique). Les Chinois ont déjà connu des hausses de l'aide américaine à Taïwan par le passé et peuvent probablement supporter une nouvelle hausse. Mais cela laisse des questions bien plus volatiles en suspens : adoptera-t-il la « clarté stratégique », garantissant l'intervention automatique de Washington en cas d'invasion de Taïwan par la Chine, et approuvera-t-il une expansion substantielle de la présence militaire américaine dans la région ? Ces deux mesures ont été préconisées par certains des faucons anti-Pékin de l'entourage de Trump, et elles ne manqueront pas de provoquer des réactions féroces et difficiles à prévoir de la part de Pékin. Bon nombre des conseillers les plus proches de Trump ont d'ailleurs insisté sur la « clarté stratégique » et le renforcement de la coopération militaire avec Taïwan. Michael Waltz, par exemple, a affirmé que les États-Unis devaient « être

clairs sur le fait que nous défendrons Taïwan comme mesure de dissuasion ». Il a également appelé à un renforcement de la présence militaire dans le Pacifique occidental. De même, en juin dernier, Robert C. O'Brien, conseiller à la sécurité nationale de Trump de 2019 à 2021, a écrit que les États-Unis « devraient exprimer clairement » leur « engagement » à « aider à défendre » Taïwan, tout en développant la coopération militaire avec l'île. Trump lui-même n'a pris aucun engagement de ce type, préférant adopter une position plus ambivalente. En fait, dans son style propre, il a demandé à Taïwan de dépenser davantage pour sa propre défense et a exprimé sa colère face à la concentration de la fabrication de puces informatiques de pointe sur l'île, affirmant que les Taïwanais « ont pris environ 100 % de nos activités dans le domaine des puces ». Mais il a également mis en garde contre des mesures économiques sévères si la Chine imposait un blocus de l'île, déclarant au comité éditorial du Wall Street Journal : « Je dirais [au président Xi] : si vous entrez à Taïwan, je suis désolé de le faire, je vais vous imposer une taxe de 150 à 200 %. » Il n'aurait pas besoin de menacer de recourir à la force pour empêcher un blocus, a-t-il ajouté, car le président Xi « me respecte et il sait que je suis [exclamation] fou. » De tels commentaires révèlent l'impasse dans laquelle Trump se trouvera inévitablement lorsqu'il s'agira de Taïwan cette fois-ci. Il pourrait, bien sûr, tenter de persuader Pékin de réduire sa pression militaire sur l'île en échange d'une réduction des droits de douane américains, ce qui réduirait le risque de guerre dans le Pacifique, mais renforcerait la position économique de la Chine et décevrait bon nombre de ses principaux conseillers. En revanche, s'il choisit d'agir « follement » en adoptant une « clarté stratégique » et en intensifiant la pression militaire sur la Chine, il recevra probablement les félicitations de nombre de ses partisans, tout en provoquant une guerre (potentiellement nucléaire) avec la Chine.

**Guerre commerciale
ou coexistence économique ?**

La question des droits de douane représente une autre façon pour Trump de faire un choix crucial entre des mesures punitives et des options transactionnelles au cours de son second mandat – ou, pour être plus précis, de décider de la sévérité des droits de douane et des autres difficultés économiques qu'il essaiera d'imposer à la Chine. En janvier 2018, la première administration Trump a imposé des droits de douane de 30 % sur les panneaux solaires importés et de 20 % à 50 % sur les machines à laver importées, dont beaucoup provenaient de Chine. Deux mois plus tard, l'administration a ajouté des

droits de douane sur l'acier (25 %) et l'aluminium (10 %) importés, visant encore une fois avant tout la Chine. Et malgré ses nombreuses critiques de la politique étrangère et économique de Trump, le président Biden a choisi de maintenir ces droits de douane, et même d'en ajouter de nouveaux, notamment sur les voitures électriques et d'autres produits de haute technologie. L'administration Biden a également interdit l'exportation de puces informatiques de pointe et de technologies de fabrication de puces vers la Chine, dans le but de ralentir les progrès technologiques de ce pays. Par conséquent, lorsque Trump reprendra ses fonctions le 20 janvier, la Chine sera déjà soumise à de fortes pressions économiques de la part de Washington. Mais lui et ses collaborateurs insistent sur le fait que ces pressions ne seront pas assez fortes pour freiner la montée en puissance de la Chine. Le président élu a déclaré que, dès le premier jour de son nouveau mandat, il imposerait des droits de douane de 10 % sur toutes les importations chinoises et qu'il prendrait ensuite d'autres mesures sévères. L'équipe Trump a notamment annoncé son intention de porter les droits de douane sur les importations chinoises à 60 %, de révoquer le statut de la Chine en matière de relations commerciales normales permanentes (également connu sous le nom de « nation la plus favorisée ») et d'interdire le transbordement des importations chinoises dans des pays tiers. La plupart des conseillers de Trump se sont montrés très favorables à ces mesures. « Trump a raison : nous devons augmenter les droits de douane sur la Chine », a écrit Marco Rubio en mai dernier. « Les tactiques anticoncurrentielles de la Chine donnent aux entreprises chinoises un avantage injuste en termes de coûts par rapport aux entreprises américaines. Les droits de douane qui répondent à ces tactiques empêchent ou inversent les délocalisations, préservant ainsi la puissance économique de l'Amérique et promouvant les investissements nationaux. » Mais Trump devra également faire face au refus d'autres conseillers qui mettent en garde contre de graves perturbations économiques si de telles mesures devaient être adoptées. Selon eux, la Chine dispose de ses propres outils pour mener une guerre commerciale avec les États-Unis, notamment des droits de douane sur les importations américaines et des restrictions sur les entreprises américaines qui font des affaires en Chine, y compris Tesla d'Elon Musk, qui produit la moitié de ses voitures dans ce pays. Pour ces raisons et d'autres encore, le Conseil d'affaires États-Unis-Chine a averti que des droits de douane supplémentaires et d'autres restrictions commerciales pourraient s'avérer désastreux, invitant « la Chine à prendre des mesures de rétorsion, ce qui entraînerait des pertes supplémentaires d'emplois et

de production aux États-Unis. » Comme dans le cas de Taïwan, Trump sera confronté à des décisions véritablement redoutables en ce qui concerne les relations économiques avec la Chine. Si, en effet, il suit les conseils des idéologues de son entourage et poursuit une stratégie de pression maximale sur Pékin, spécifiquement conçue pour entraver la croissance de la Chine et freiner ses ambitions géopolitiques, il pourrait précipiter rien de moins qu'un effondrement économique mondial qui affecterait négativement la vie de tant de ses partisans, tout en diminuant de manière significative l'influence géopolitique de l'Amérique elle-même. Il pourrait donc suivre les inclinations de certains de ses principaux conseillers économiques, comme le chef de la transition Howard Lutnick, qui sont favorables à une relation plus pragmatique et plus commerciale avec la Chine. La manière dont Trump choisira d'aborder cette question déterminera probablement si l'avenir sera marqué par une augmentation des turbulences et des incertitudes économiques ou par une stabilité relative. Et il est toujours important de se rappeler qu'une décision de jouer les durs avec la Chine sur le front économique pourrait également augmenter le risque d'une confrontation militaire menant à une guerre à grande échelle, voire à la Troisième Guerre mondiale. Et si Taïwan et le commerce sont sans aucun doute les questions les plus évidentes et les plus difficiles auxquelles Trump sera confronté dans la gestion (ou la mauvaise gestion ?) des relations entre les États-Unis et la Chine dans les années à venir, ce ne sont pas les seules, loin s'en faut. Il devra également décider comment gérer l'affirmation croissante de la Chine en mer de Chine méridionale, le soutien économique et militaro-technologique continu de la Chine à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine, et les investissements chinois croissants en Afrique, en Amérique latine et ailleurs. Dans ces domaines et dans d'autres aspects de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, Trump sera attiré à la fois par un militantisme et une combativité accrus, et par une approche plus pragmatique et transactionnelle. Pendant la campagne, il a soutenu chacune de ces approches, parfois dans le même élan verbal. Une fois au pouvoir, cependant, il devra choisir entre les deux – et ses décisions auront un impact profond sur ce pays, la Chine et tous ceux qui vivent sur cette planète.

(*) Un habitué de TomDispatch, est professeur émérite d'études sur la paix et la sécurité mondiale au Hampshire College et chercheur invité à l'Arms Control Association. Il est l'auteur de 15 livres, dont le dernier est All Hell Breaking Loose : The Pentagon's Perspective on Climate Change.
Source : TomDispatch
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

ÉGYPTE

Le Caire vise plus de 3 milliards \$ d'exportations de prêt-à-porter en 2025

En Égypte, le secteur du textile et de l'habillement est l'un des plus développés d'Afrique avec ceux du Maroc et de la Tunisie. Dans le pays, l'industrie locale nourrit de grandes ambitions sur le segment de l'exportation dans les années à venir.

En Égypte, le Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter vise des recettes d'exportations de 3,3 milliards \$ en 2025. C'est ce qu'a révélé Fadel Marzouk, président de l'organisation, le dimanche 26 janvier.

Cette prévision, si elle se réalisait, signerait une hausse de 16 % par rapport aux 2,84 milliards \$ engrangés au cours de l'année précédente. Pour atteindre ses objectifs, le Conseil des exportations mise sur une compétitivité accrue des vêtements égyptiens, appuyée par un soutien gouvernemental et une diversification de ses débouchés sur le marché international.

« Nous prévoyons d'organiser plusieurs événements et missions commerciales internationales afin de concrétiser notre vision d'une augmentation des exportations en 2025 », a ainsi révélé Marzouk.

L'Égypte attire de plus en plus d'investissements orientés vers les exportations dans le secteur du textile et de l'habillement. À titre indicatif, le fabricant local de vêtements GizaS-spinning and Weaving a annoncé en novembre dernier un projet d'investissement de 15 millions \$ pour augmenter sa capacité de production et ses exportations de vêtements à destination des USA, du Brésil, de l'Europe et des pays arabes au cours des 5 prochaines années.

Plus récemment, en décembre 2024, le groupe chinois Luthai Textile, spécialisé dans la production de tissus et de chemises, a annoncé le projet de construction d'une usine textile de 385 millions \$ dans le pays, dont la totalité de la production sera dédiée à l'exportation. Rappelons que les USA constituent la principale destination des vêtements prêt-à-porter produits en Égypte, comptant pour plus de 40 % des expéditions en valeur. Le pays d'Afrique du Nord exporte aussi ses vêtements à destination de l'Europe et des marchés émergents en Afrique.

DAVOS 2025

Le ministre de l'Économie Emirati met en lumière les avantages compétitifs des Émirats arabes unis

Le ministre de l'Économie des Émirats arabes unis, Abdulla bin Touq Al Marri, a souligné le rôle crucial du secteur privé en tant que partenaire clé dans la stimulation de la croissance économique nationale et le renforcement de sa compétitivité aux niveaux régional et international.

Lors d'une session intitulée « Hard Power : un appel à la mobilisation pour les entreprises face aux mutations économiques mondiales », organisée dans le cadre de la 55e réunion annuelle du Forum économique mondial (Davos 2025), Al Marri a rappelé que les Émirats arabes unis intègrent activement le secteur privé dans de nombreuses stratégies et plans nationaux lancés ces dernières années. Il a mis en avant le modèle unique de partenariats public-privé réussi dans le pays.

Il a également révélé que 200 000 nouvelles licences économiques ont été délivrées sur les marchés émiratis en 2024. La session a exploré l'impact des tensions mondiales sur le secteur privé et la manière dont les entreprises repensent leurs stratégies pour renforcer leurs outils et adopter des pratiques durables face aux défis économiques régionaux et internationaux. Elle a également abordé des mécanismes visant à accroître la rentabilité dans divers secteurs économiques, tout en encourageant les entrepreneurs à se développer dans des secteurs vitaux et durables grâce à des incitations et des dispositifs supplémentaires.

Un cadre législatif économique compétitif

Le ministre a déclaré : « Les Émirats arabes unis ont adopté une approche visionnaire pour développer un cadre législatif, économique, dynamique et compétitif, basé sur les meilleures pratiques mondiales. Au cours des quatre dernières années, plus de 30 lois, politiques et résolutions économiques ont été émises et mises à jour, portant sur des secteurs



émergents et tournés vers l'avenir, tels que le commerce électronique, l'arbitrage, les transactions commerciales, les entreprises familiales et les coopératives ». « Ces efforts ont consolidé la position des Émirats arabes unis comme destination de choix pour les entreprises et les entrepreneurs du monde entier, en renforçant leur statut de hub régional et mondial pour les affaires et les investissements ».

Soutien accru au secteur privé

Le ministre a également mis en lumière les nombreuses ressources et dispositifs mis à disposition du secteur privé pour renforcer sa contribution aux secteurs non pétroliers. Ces mesures incluent la possibilité de détenir 100 % des entreprises par des investisseurs étrangers, des infrastructures technologiques avancées, la simplification des démarches de création d'entreprise via des plateformes numériques, ainsi que la présence de plus de 40 zones franches offrant des incitations

attractives.

En outre, les Émirats arabes unis offrent des options de résidence de longue durée, allant de cinq à dix ans, pour les investisseurs, entrepreneurs et professionnels qualifiés. Avec plus de 2 000 activités économiques disponibles et des droits de douane réduits, le pays continue de favoriser un environnement économique compétitif.

Stratégies économiques flexibles

Abdulla bin Touq Al Marri a mis en garde contre les risques économiques mondiaux, tels que les politiques protectionnistes, les tensions commerciales croissantes et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, qui réduisent les opportunités d'investissement et la productivité des entreprises. Face à ces défis, il a plaidé pour l'adoption de stratégies économiques flexibles, axées sur les secteurs émergents, l'ouverture économique et le soutien à un système économique multilatéral.

La technologie, un levier pour l'avenir

Le ministre a affirmé que les Émirats arabes unis considèrent la technologie comme un outil clé pour relever les défis à venir. Le pays investit activement dans des secteurs économiques innovants tels que l'intelligence artificielle, la fintech et les infrastructures numériques, tout en élaborant des solutions et politiques novatrices pour renforcer la compétitivité de son économie.

**SELON LE MINISTRE SAOUDIEN DE L'ÉCONOMIE
L'Arabie saoudite connaît une croissance régulière de son économie non pétrolière**

L'Arabie saoudite connaît une croissance régulière de son économie non pétrolière, a déclaré vendredi à Davos Faisal Alibrahim, ministre saoudien de l'Économie et de la Planification. Alibrahim a appelé à un leadership orienté vers l'action dans les économies mondiales et a déclaré que la Vision 2030 saoudienne était un exemple de campagne forte menée par un leadership audacieux qui a développé des solutions aux problèmes économiques. "Vision 2030 est une campagne à long terme visant à restructurer l'économie. Nous nous intéressons à l'économie non pétrolière, qui représente actuellement 52% du PIB

pour la première fois", a-t-il déclaré. Il a également affirmé que le Royaume s'attendait à clôturer l'année 2024 avec une croissance de 3,9% dans l'économie non pétrolière. Il a ajouté que 2025 devrait connaître une croissance de 4,8% et que d'ici 2026, la croissance serait de 6,2%. Alibrahim a évoqué l'amitié de longue date entre le Royaume et les États-Unis. "La position de l'Arabie saoudite est d'avoir un partenariat fort avec tous ses partenaires et amis. Les tarifs ont été utilisés comme un outil économique lorsqu'ils répondent à un objectif et qu'ils sont limités dans le temps. Les tarifs peuvent contribuer à créer un envi-

ronnement compétitif permettant aux industries locales de démarrer", a-t-il déclaré. Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, a déclaré que l'Arabie saoudite avait adopté la bonne stratégie en matière de droits de douane. "Le commerce entre les pays politiquement alignés est plus élevé. Mais les pays qui sont amis avec tout le monde obtiennent les meilleurs résultats", a déclaré Georgieva. Alibrahim a conclu la session en annonçant la tenue d'une réunion régulière du Forum économique mondial dans le Royaume au printemps 2026.

ZIMBABWE

Rebond de 6% du PIB attendu en 2025, l’agriculture facteur clé

D’après les prévisions du gouvernement, le secteur agricole devrait croître de 12,8 % en 2025, après s’être contracté de 15 % en 2024. Ce qui devrait par la même occasion stimuler l’économie nationale dont la croissance a reculé à 2 % au cours de l’exercice précédent.

Dans un nouveau rapport intitulé « Global Economic Prospect », la Banque mondiale prédit une croissance de 6,2 % pour le Zimbabwe en 2025, surpassant la moyenne d’Afrique subsaharienne fixée à 4,1 %. Si cette projection n’est pas spécifiquement expliquée dans le document, l’institution avait précédemment indiqué qu’un rebond à 6% était possible « une fois que les effets de la sécheresse — en particulier sur la production agricole et la production hydroélectrique commenceront à s’atténuer et que les initiatives d’investissement en cours stimuleront la production minière et manufacturière ».

Il faut noter que cette projection concorde avec les chiffres avancés en novembre 2024 par le ministre des Finances MthuliNcube, qui table sur une croissance de 6 %, portée surtout par une reprise du secteur agricole, selon des informations rapportées par Reuters. Après un exercice 2024 moins positif qui

a vu la croissance ralentir à 2 %, à cause principalement des turbulences observées dans l’industrie agricole, M. Ncube anticipe pour ce secteur une croissance robuste de 12,8 % en 2025 après une baisse de 15 % enregistrée l’année précédente.

Rappelons que le stress hydrique entraîné par le phénomène climatique El Niño a considérablement affecté la production agricole en 2024, ainsi que les infrastructures hydroélectriques qui constituent la deuxième source d’approvisionnement en électricité du pays. A titre indicatif, des filières de production clés telles que le tabac, le coton ou le maïs ont sous-performé lors de la campagne 2023/2024, avec respectivement des récoltes en baisse de 20,6 %, 45 % et 72 % par rapport à la campagne précédente.

Toutefois, avec les prévisions annonçant une meilleure répartition des précipitations sur le territoire national, le renfor-

cement des infrastructures énergétiques, l’optimisme semble regagner les producteurs zimbabwéens. Pour rappel, le secteur agricole a contribué pour près de 6,3 % au PIB national en 2023, s’imposant comme l’un des principaux piliers économiques du pays.

En dehors de l’agriculture, d’autres secteurs clés comme l’industrie minière pourraient aussi jouer un rôle majeur en 2025. D’après le ministère des Finances, celle-ci devrait croître de 5,6 %, contre 2,3 % en 2024.

Par ailleurs, si une dynamique de croissance est envisagée dans ces secteurs, il faut aussi relever que la situation macroéconomique du pays montre des signes d’amélioration.

Selon la Banque centrale zimbabwéenne, l’inflation a consécutivement baissé en novembre (11,7 %) et en décembre (3,7%), suscitant un regain d’espoir pour l’économie locale en 2025.

EN 2024/2025
L’Afrique subsaharienne importera plus de maïs

Au Sud du Sahara, le maïs domine le marché des céréales. Première graminée produite et consommée, la denrée de base reste aussi la moins importée, contrairement au riz et au blé. 4,7 millions de tonnes. C’est le volume de maïs que devrait acquérir l’Afrique subsaharienne (ASS) en 2024/2025, selon les dernières prévisions du Département américain de l’agriculture (USDA).

Il s’agit de la seconde année consécutive de hausse des achats de la zone sur le marché international, représentant le 3e niveau d’importations le plus élevé depuis 2013/2014 selon les données compilées par l’Agence Ecofin.

Pour l’essentiel, le stock prévu devrait servir à la consommation humaine dans la région où, contrairement à l’Europe et à l’Amérique, la céréale reste faiblement utilisée pour les besoins de l’alimentation animale (hors Afrique du Sud).

En Afrique subsaharienne en effet, le maïs est la principale céréale de base, occupant une place prépondérante dans les régimes alimentaires aussi bien à l’Ouest, au Sud qu’à l’Est, avec une consommation équivalente à celle du riz et du blé réunis.

Plus globalement, la hausse des importations s’explique par une offre insuffisante. Bien que le maïs soit la céréale la plus produite au sud du Sahara, la machine connaîtra néanmoins un nouveau ralentissement, cette année. Après un recul en 2023/2024, la production devrait ainsi s’établir à 84,6 millions de tonnes en 2024/2025, le volume le plus faible depuis 2020. Au sein du trio de tête des principaux fournisseurs de la région, formé par l’Afrique du Sud, le Nigeria et l’Ethiopie (45 % de l’offre totale), les fortunes seront diverses.

Dans la nation arc-en-ciel, la filière retrouvera le chemin de la croissance avec une récolte attendue à 17 millions de tonnes (+26 % en glissement annuel). En Ethiopie, l’offre devrait grimper légèrement de 2 % à 10,2 millions de tonnes. Du côté du Nigeria, l’heure sera à la stagnation avec un stock tournant autour de 11 millions de tonnes.

MALI

CMDT obtient 240 millions \$ pour ses activités dans le coton en 2024/2025

Au Mali, le coton est le deuxième produit d’exportation du pays après l’or. Pour le compte de la saison de récolte 2024/2025, la CMDT, l’entreprise chargée d’organiser la production et la commercialisation de la fibre, renforce son pouvoir d’achat avec l’appui de ses partenaires financiers.

La Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) a signé le vendredi 24 janvier une convention de financement de 150 milliards de francs CFA (238,7 millions \$) avec un pool de 14 institutions financières représenté par la

Banque de Développement du Mali (BDM-SA).

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, la CMDT indique que cette enveloppe sera utilisée pour financer l’achat de coton graine auprès des producteurs, les activités d’égrenage au sein de ses usines de traitement ainsi que les frais pour acheminer le coton vers les ports en vue de leur commercialisation sur les marchés internationaux en 2024/2025.

Pour rappel, le gouvernement a fixé le prix d’achat du kilo-gramme de coton graine à 300

francs CFA pour le compte de la campagne 2024/2025, soit un tarif en hausse de 5 francs CFA par rapport à la campagne précédente. Il convient de noter que l’approvisionnement en coton graines auprès des producteurs enregistrera une baisse cette année au Mali.

En effet, les dernières estimations rapportées par le Programme régional de production intégré du coton en Afrique (PR-PICA) indiquent que la récolte de la filière malienne devrait chuter de 17% pour s’établir à 569 300 tonnes, en raison des conditions climatiques dé-

favorables qui ont marqué la saison de culture. Cette situation devrait également se répercuter sur les performances de la CMDT dont la production de coton égrené sera également réduite.

Au Mali, le coton est le premier produit agricole d’exportation. Les données compilées par la BCEAO indiquent que le pays d’Afrique de l’Ouest avait expédié pour plus de 294,9 milliards de francs CFA (471,5 millions \$) de fibre sur le marché international en 2022.

CÔTE D'IVOIRE

La commune de Bouaké obtient les notes BBB à long terme et A3 à court terme

Après Dakar en 2013, Bouaké figure parmi les toutes premières communes de l’UEMOA à obtenir une notation financière en devise locale. Face à des besoins croissants en infrastructures et services publics, les collectivités ivoiriennes cherchent à s’affranchir des limites budgétaires de l’Etat en explorant des solutions de financement alternatives.

A l’instar de Bouaké, cinq autres communes du pays jouent également leur avenir sur le terrain de la notation, selon Bloomfield.

La commune de Bouaké, située dans le

centre de la Côte d’Ivoire, a obtenu une notation financière de BBB à long terme et A3 à court terme avec une perspective stable, a annoncé lundi 20 janvier 2025, la société Bloomfield Investment Corporation, lors d’une cérémonie à Abidjan.

Cette notation place Bouaké dans la catégorie des investissements à risque modéré.

Lancée en juin 2024, cette évaluation devrait permettre à la commune d’accéder à des financements alternatifs, notamment pour des projets structurants comme la construction d’une gare routière internationale, estimée à

10 milliards FCFA. « Avec un budget inférieur à un (1) milliard FCFA l’an, il était difficile de faire des investissements majeurs », a relevé le premier magistrat de la capitale Gbèkè (Centre). Surtout dans une commune, située au cœur de la Côte d’Ivoire, ce qui en fait un point de connexion naturel entre le nord et le sud du pays, ainsi qu’entre les pays voisins, notamment le Burkina Faso et le Mali.

Bouaké, est après tout, un hub majeur pour la collecte et la distribution des produits agricoles comme le coton, la noix de cajou et les produits vivriers (igname, manioc), mais aussi un cen-

tre commercial important.

« Ces notes permettent à la municipalité d’emprunter sur le marché financier sans garantie de l’Etat [...] La prochaine étape sera la levée des fonds pour la mise en œuvre du programme Bouaké Nouveau », a souligné le maire de Bouaké, Amadou Koné.

Il a également salué les résultats obtenus, affirmant qu’ils montrent la volonté de la commune de promouvoir une gestion transparente et innovante.

« Nous travaillerons à corriger les insuffisances relevées et à mobiliser les fonds nécessaires pour des projets structurants », a-t-il ajouté.

WALL STREET EN ORDRE DISPERSÉ

Le secteur de l’IA sous pression

Les marchés actions américains ont terminé en ordre dispersé sur fond d'inquiétudes autour de l'IA. Les valeurs technologiques ont été particulièrement pénalisées après les annonces de la start-up chinoise DeepSeek.

DeepSeek est devenue l'application gratuite la plus téléchargée sur la boutique en ligne d' Apple aux Etats-Unis, supplantant ChatGPT, le chatbot d'OpenAI qui a lancé la course à l'IA générative fin 2022. Nvidia, géant américain des semi-conducteurs, a dévissé de près de 17%. Le Dow Jones a progressé de 0,65% à 44713 points tandis que le Nasdaq a reculé de 3,07% à 19341 points. DeepSeek a fait perdre 1,12 trillion de dollars, soit plus de mille milliards de dollars de capitalisation aux valeurs américaines dans la première demi-heure de cotation ce lundi, selon le Dow Jones Market. Cette start-up chinoise d'IA créée en 2023 proposerait un modèle d'IA plus performant que ceux de Nvidia et d'OpenAI et beaucoup moins cher, selon plusieurs spécialistes. Si Nvidia (-16,86% à 118,58 dollars) affiche la plus forte baisse du Dow Jones, les valeurs du S&P500 les plus touchées sont celles du secteur énergétique qui ont parié sur l'IA, Vistra et Constellation.

Les chiffres économiques du jour

Les ventes de logements neufs aux Etats-Unis se sont élevées à 664 000 unités en décembre en rythme annuel, ressortant sous le consensus de 666 000. Elles s'étaient élevées à 627 000 en

novembre. 1,482 million de permis de construire ont été enregistrés en décembre en rythme annuel aux Etats-Unis. Le consensus visait 1,483 million, après 1,493 million en novembre. L'indice manufacturier de la Fed de Dallas en décembre a rebondi à 14,1 en décembre après 4,5 en novembre.

Les valeurs à suivre aujourd’hui

Pfizer

Le Département américain de la Justice annonce que Pfizer a accepté de payer plus de 59 millions de dollars au nom de sa filiale à 100%, Biohaven Pharmaceutical Holding Company pour clore une affaire de corruption. Avant son acquisition fin 2022, Biohaven aurait sciemment suscité la soumission de fausses demandes à Medicare et à d'autres programmes fédéraux de santé en versant des pots-de-vin (kickbacks) à des professionnels de santé pour les inciter à prescrire son médicament anti-mi-graine Nurtec ODT. Les faits se seraient produits entre 2020 et 2022.

Tesla

Tesla a déposé une plainte auprès de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) contre les tarifs douaniers de l'UE sur les véhicules électriques fabriqués en Chine, selon un

dossier publié sur le site Web de la Cour lundi et repéré par Reuters. Le constructeur américain rejoint les constructeurs chinois contre ces droits de douane introduits à la fin du mois d'octobre après une enquête anti-subsventions de la Commission. Selon S&P, ils empêcheront les ventes de ces véhicules d'atteindre "le pic précédemment prévu d'un million d'unités au cours de la seconde moitié de la décennie".

US Steel

Selon les informations du Wall Street Journal, l'investisseur activiste Ancora Holdings, qui détient une participation de 0,18% dans US Steel, souhaite que le producteur américain

d'acier renonce à son accord de fusion avec le japonais Nippon Steel. Le média américain rapporte qu'Ancora a l'intention de rallier les actionnaires pour évincer le directeur général de US Steel, David Burritt.

Valeurs IA

La startup chinoise DeepSeek, qui revendique un modèle d'intelligence artificielle plus performant que ChatGPT, pourrait remettre en cause le modèle économique des géants américains et devrait peser particulièrement sur le Nasdaq. Nvidia chute de près de 12% en avant-Bourse tandis que AMD et Micron reculent respectivement de 3,7% et de 6,4%.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Janvier 2025
Valeur : 29 Janvier 2025

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.7921	134.8071
1	EUR	EURO	141.0869	141.1296
1	GBP	POUND STERLING	167.6519	167.7540
100	JPY	JAPANESE YEN	86.4995	86.5146
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5554	18.5582
1	CHF	SWISS FRANC	148.6951	148.8101
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6446	93.6876
1	DKK	DANISH KRONE	18.9055	18.9129
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2824	12.2878
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9696	11.9895
1	AED	UAE DIRHAM	36.6961	36.7062
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9321	35.9399
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.3527	437.5433
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.1123	42.5355
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4900	13.4915
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4408	27.5815
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3868	3.3974
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.3416	176.3416

BOURSE DE PARIS

Prudente face aux incertitudes

La Bourse de Paris évolue à tâtons mardi face aux incertitudes liées aux nouvelles menaces douanières de Donald Trump, à la saison des résultats d'entreprises et à la future politique des grandes banques centrales, au lendemain du choc provoqué par l'IA chinoise DeepSeek. Vers 8H50 GMT, le CAC 40 perdait 0,07% à 7.900,80 points, en recul de 5,78 points. La veille, l'indice avait perdu 0,27% à 7.906,58 points. "Les menaces douanières de Donald Trump suscitent de nouvelles inquié-

tudes sur les marchés", a expliqué Kathleen Brooks, directrice de la recherche économique chez XTB. Le président américain a annoncé dans la nuit de lundi à mardi que les Etats-Unis allaient imposer "dans un avenir très proche" des droits de douanes sur les semi-conducteurs, les produits pharmaceutiques et les métaux, tels que l'acier. "Si vous voulez arrêter de payer les taxes ou les droits de douane, vous devez construire votre usine ici en Amérique", a-t-il lancé à destination des entreprises étrangères, lors

d'une rencontre avec des élus républicains à Miami. Dans ce contexte, les groupes du secteur des semi-conducteurs français STMicroelectronics (-1,33% à 24,06 euros) et Soitec (-5,49% à 79,25 euros) reculaient à Paris. Des déclarations du nouveau secrétaire d'État au Trésor Scott Bessent soutenant une hausse progressive et générale des droits de douanes américains à partir d'un taux initial de 2,5% et potentiellement jusqu'à 20%, rapportées par le Financial Times, ont également ébranlé les investis-

seurs. Les marchés tentent aussi de surmonter le recul généralisé provoqué lundi par la montée en puissance du nouveau modèle chinois d'IA DeepSeek, capable de concurrencer les géants américains. Ses capacités, équivalentes à celles des leaders américains du secteur, inquiètent le secteur car elles ont été obtenues à faible coût. A Paris, Schneider Electric, qui avait déjà reculé la veille de 9,48%, cédait toujours 4,59% à 233,75 euros vers 8H50 GMT mardi. La principale pers-

pective de croissance de ces groupes est la demande énergétique liée aux centres de données nécessaires pour développer l'intelligence artificielle. L'attention des marchés devrait désormais se tourner vers la politique monétaire des grandes banques centrales: la Réserve fédérale américaine (Fed) se réunit mardi et mercredi, avant la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. Les analystes s'attendent à ce que les deux institutions prennent des chemins opposés.

L’Europe se stabilise avec la «tech» après les doutes sur l’IA

Les principales Bourses européennes ont ouvert mardi sur une note globalement stable au lendemain des ventes massives sur les marchés, notamment aux Etats-Unis, liées à l'irruption de la start-up chinoise Deepseek dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA). A Paris, le CAC 40 perd 0,1% à 7.898,61 points vers 07h35 GMT avant les résultats de LVMH prévus après la clôture. À Londres, le

FTSE 100 grignote 0,26%. A Francfort, le Dax avance de 0,24%. L'indice EuroStoxx 50 abandonne 0,08%, tandis que le FTSEurofirst 300 prend 0,2% et le Stoxx 600 gagne 0,27%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,2% pour le Dow Jones, mais un rebond de 0,22% pour le Nasdaq après une chute de 3,07% la veille. Les investisseurs semblent se remettre des doutes provoqués par Deepseek qui a remis

en cause le modèle économique, la valorisation et l'hégémonie des géants américains du secteur de l'IA. La tendance devrait toutefois rester fragile alors que les publications financières de Meta Platforms, Apple, Tesla et Microsoft sont attendues cette semaine. En outre, la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed), qui se réunit ce mardi, doivent rendre leurs décisions respectives de politique monétaire jeudi

et mercredi. Aux valeurs en Europe, les groupes de semi-conducteurs ASML, ASM International et BE Semi, qui avaient perdu lundi de 12,9% à 14,8%, reprennent mardi de 0,65% à environ 1%. L'indice des nouvelles technologies rebondit de 0,58%. Dans les publications du jour, Sartorius Stedim bondit de 13% après avoir fait état d'un chiffre d'affaires annuel supérieur aux attentes.

FRANCE

L’Insee dévoilera jeudi les chiffres d’une croissance détériorée fin 2024

Après le rebond lié aux Jeux olympiques, l’incertitude politique et la crise budgétaire ont pesé sur la croissance tricolore au dernier trimestre.

Annoncé par la Banque de France en novembre, le contrecoup post-JO pourrait s’avérer plus sévère que prévu. L’Insee dévoilera jeudi 30 janvier les chiffres de la croissance française au quatrième trimestre 2024, en net ralentissement et privée du regain d’activité qu’aurait pu insuffler le repli marqué de l’inflation. L’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) table sur une croissance nulle d’octobre à décembre 2024, après une hausse de 0,4% au troisième trimestre grâce aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Sur l’ensemble de l’année 2024, l’Insee estime que le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,1%, comme en 2023.

«Il est difficile de trouver un poste (du PIB) qui se porte très bien», euphémise Maxime Darmet, économiste chez Allianz, interrogé par l’AFP. Il pointe la faiblesse de la production industrielle - à l’exception de l’aéronautique - et une consommation des ménages sans éclat malgré le recul à +2% de l’inflation en 2024 en moyenne annuelle, contre +4,9%

l’année précédente. Dynamisés par les JO, les services subiraient «un contrecoup». En décembre, l’Insee tablait sur une augmentation de la consommation de 0,9% en 2024, moins que le pouvoir d’achat (+2,1%). Les ménages, qui ne perçoivent pas encore l’assagissement des prix, ont préféré épargner, sur fond de craintes accrues concernant le chômage.

Incertitude et confiance dégradée

L’incertitude politique qui agite la France depuis la dissolution de l’Assemblée nationale en juin pèse sur la croissance et se double d’une crise budgétaire : alors que le déficit public devrait dériver à environ 6% du PIB en 2024, le pays est sans budget pour 2025 à cause de la chute du gouvernement en décembre. Les enquêtes de conjoncture de l’Insee ne prêtent guère à l’optimisme. Pour la première fois depuis avril, la confiance des ménages a amorcé en octobre un repli qui dure. Le climat des affaires s’est détérioré également. Selon une enquête de Bpifrance Le Lab et

Rexecode publiée en novembre, avant même la censure, les dirigeants de PME/TPE estimaient à 56% que l’incertitude politique avait «un impact négatif fort» sur leur activité, et 45% avaient reporté des investissements. «La confiance dégradée et l’incertitude entourant le budget 2025 continuent de peser sur la demande intérieure et cela risque de perdurer dans les prochains mois», souligne Charlotte de Montpellier, économiste chez ING, dans une note.

Cette situation vient «en partie annihiler» la baisse des taux d’intérêt amorcée en juin par la Banque centrale européenne (BCE), après des relèvements destinés à refroidir l’inflation, souligne Maxime Darmet. La crise a en effet ébranlé la confiance des investisseurs vis-à-vis de la France, comme en témoigne le creusement de l’écart entre les taux d’emprunt français et allemand à 10 ans («spread»). Le taux français dépasse maintenant ceux de l’Espagne et du Portugal, et approche celui de la Grèce, qui avait frôlé la faillite dans les années 2010.

Les universités s’inquiètent de la baisse de leurs crédits en 2025

Les dirigeants d’universités réclament ce lundi une dotation « bien au-delà des 100 millions » d’euros supplémentaires promis. Ils redoutent de devoir « fermer des antennes universitaires » faute de moyens, à quelques jours de la commission mixte paritaire qui doit permettre de trouver un compromis budgétaire. Les universités tirent la sonnette d’armes et font part de leurs « fortes inquiétudes » sur le projet de loi de finances (PLF). Pour 2025, « on a une dépense supplémentaire forcée ou contrainte d’environ 500 millions d’euros nets », dont les deux tiers relèvent de «

mesures salariales », a souligné Dean Lewis, président de l’université de Bordeaux et vice-président de France Universités, qui rassemble les dirigeants d’universités et d’établissements d’enseignement supérieur, lors d’une conférence de presse à Paris ce lundi.

« Sur ces 340 millions, il y a à peu près 100 millions d’euros qui seront pris en charge à la suite d’un amendement déposé par le ministre » de l’Enseignement supérieur la semaine dernière au Sénat, a-t-il salué. Néanmoins, « il reste 240 millions à financer au niveau des établissements », soit « autour de

3.000 emplois », a-t-il dit.

« Cette dépense est une dépense pérenne (...) donc il nous faut une recette pérenne » et « un rehaussement de la subvention pour charge de service public bien au-delà des 100 millions déjà annoncés », selon le président de l’université de Bordeaux.

À défaut, le risque est que les établissements suppriment ces postes, « ferment) des antennes universitaires, décident de fermetures d’établissements sur des périodes de chauffage pour faire des économies », a estimé Virginie Dupont, présidente par intérim de France Univer-

sités et présidente de l’Université Bretagne Sud.

Un autre risque est « la diminution de la capacité d’accueil dans nos établissements », a-t-elle ajouté, jugeant que les augmentations budgétaires ces dix dernières années n’ont pas suivi les hausses du nombre d’étudiants nés depuis le début des années 2000. Une nouvelle réunion des membres de France Universités est prévue jeudi. Le même jour, sept sénateurs et sept députés se réuniront en commission mixte paritaire (CMP) pour rechercher un compromis sur le budget 2025 de l’État.

ESPAGNE

Le taux de chômage au plus bas depuis la crise financière de 2008

Le taux de chômage a de nouveau reculé l’an dernier en Espagne pour atteindre 10,61% de la population active fin décembre, soit son niveau le plus faible depuis 2007, selon l’Institut national de la statistique (INE).

Au total, 2,59 millions de personnes étaient inscrites au chômage au 31 décembre dans la quatrième économie de la zone euro, soit près de 265.000 de moins qu’il y a un an, indique l’organisme public. Le taux de chômage était ainsi fin décembre inférieur de plus d’un point de pourcentage aux 11,76% enregistrés fin 2023. Il est par ailleurs inférieur aux attentes du gouvernement, qui pariait sur 11%.

Cette évolution a été rendue possible par un quatrième trimestre dynamique, où le nombre de chômeurs a reculé de 5,76%, avec 158.600 demandeurs d’emploi en moins, précise l’INE dans un communiqué. Les chiffres de 2024 confirment l’amé-

lioration du marché de l’emploi dans le pays, après un pic du chômage à 16,13% de la population active atteint fin 2020 en raison de l’impact économique de la pandémie de Covid-19, notamment sur le secteur touristique, dont dépendent près de 12% des emplois espagnols.

«nous sommes sur la bonne voie»

Selon l’institut statistique, la situation s’est améliorée de façon nette dans le secteur des services (-100.000 demandeurs d’emploi sur un an), qui englobe le tourisme. Elle s’est en revanche légèrement dégradée dans la construction (+1.200 chômeurs). Ces données «démontrent que nous sommes sur la bonne voie», s’est félicitée sur le réseau social Bluesky la ministre du Travail Yolanda Diaz, en insistant sur le nombre «record» de personnes disposant d’un emploi.

Selon l’INE, 21,86 millions d’emplois étaient pourvus au 31 décembre, soit 468.000 de plus que fin 2023. Il s’agit du niveau le plus élevé jamais enregistré dans le pays. Ces créations d’emploi ont été favorisées par la forte croissance espagnole, qui devrait atteindre 3,1% en 2024 selon le FMI et la Banque d’Espagne, soit un niveau nettement supérieur à celui de la zone euro, attendu à 0,8% par la Banque centrale européenne.

Malgré la baisse enregistrée en 2024, le taux de chômage espagnol reste l’un des plus élevés de l’Union européenne, et le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez s’est engagé à le faire baisser drastiquement d’ici la fin de son mandat en 2027. Selon le ministre de l’Economie Carlos Cuerdo, l’objectif est de le ramener aux alentours de 8% de la population active d’ici cette date, soit un niveau qui en Espagne correspond au plein emploi, selon lui.

DROITS DE DOUANE

Le Canada mobilise ses alliés face aux menaces de Trump

Face aux menaces de Donald Trump d’imposer des droits de douane de 25 % aux produits canadiens et mexicains, la ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, plaide pour une riposte coordonnée avec le Mexique, le Royaume-Uni et l’Union européenne.

C’était l’un de ses thèmes de campagne préférés, et il en use depuis son retour à la Maison Blanche. Donald Trump a suspendu sa menace d’imposer des droits de douane de 25 % sur tous les biens colombiens entrant aux États-Unis, la Maison Blanche assurant que le gouvernement de Gustavo Petro avait fait marche arrière et accepté ses conditions pour le rapatriement d’immigrés colombiens expulsés par les États-Unis.

Ces « événements montrent clairement au monde que l’Amérique est à nouveau respectée », s’est empressée de dire la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt. Face à cette posture, Mélanie Joly, ministre canadienne des Affaires étrangères, a assuré lundi, devant la presse à Ottawa, être déjà en contact avec son homologue mexicain, ajoutant qu’elle s’adresserait cette semaine à des responsables européens.

Des droits de douane de 25 % aux produits venant du Canada et du Mexique dès le 1er février

La question des droits de douane sera « au cœur » des discussions, a affirmé la cheffe de la diplomatie canadienne, disant chercher à se « coordonner ». Selon elle, de Londres aux capitales de l’UE, les conversations portent sur « les différentes réponses possibles aux droits de douane ».

« Notre objectif est de faire en sorte d’éviter les droits de douane, et nous pensons que nous pouvons le faire », a déclaré la ministre des Affaires étrangères canadienne. « Nous pensons que la diplomatie peut fonctionner et que nos arguments sont solides. »

Mélanie Joly doit d’ailleurs rencontrer mercredi à Washington son nouvel homologue américain, Marco Rubio.

Donald Trump a dit vouloir imposer des droits de douane de 25 % aux produits venant du Canada et du Mexique dès le 1er février, reprochant à ces pays voisins de ne pas suffisamment contrôler l’entrée aux États-Unis de migrants sans papiers, mais aussi de drogues comme le fentanyl, un opioïde meurtrier.

De son côté, le ministre canadien de la Sécurité publique, David McGuinty, a affirmé que moins de 1 % du fentanyl et des migrants entrant illégalement aux États-Unis provenaient de son pays. Il doit néanmoins présenter cette semaine les détails d’un plan évalué à 1,3 milliard de dollars canadiens (environ 860 millions d’euros) pour renforcer la sécurité à la frontière avec les États-Unis.

AUDI Q6 E-TRON OFFROAD CONCEPT

Le Yéti selon Audi

Après avoir remporté le Dakar en 2024, Audi s'attaque à la neige... mais avec un concept cette fois : l'Audi Q6 e-tron Offroad. Un concept électrique pour des températures frigorifiques... Vraiment ?



À l'occasion de la Coupe du Monde de ski à Kitzbühel, Audi a dévoilé le Q6 e-tron offroad, un concept-car au look spectaculaire. Réinterprétation moderne du concept Quattro – c'est Gernot Döllner, le CEO d'Audi, qui le dit – ce concept explore le potentiel du SUV électrique allemand au-delà de l'utilisation BCBG qu'en aura la majorité de sa clientèle. Quoique... les vacances au ski constituent toujours une destination privilégiée de ces Messieurs-Dames bien argentés ! Alors autant le faire avec style.

Monstre des neiges

Toujours basé sur la plateforme PPE – Premium Platform Electric – de l'Audi

Q6 e-tron Sportback de série, ce concept est doté de deux moteurs électriques générant 380 kW/517 ch et d'essieux innovants. Une cavalerie qui doit lui permettre de gravir des pentes allant jusqu'à 100 %. Sa garde au sol relevée de 160 mm et sa largeur de voie augmentée de 250 mm lui confèrent une allure imposante et renforcent ses capacités tout-terrain. Il est vrai que les énormes jantes sont chaussées de pneumatiques tout aussi spectaculaires aux dessins bien profonds. Bien entendu, le bouclier avant intègre des anneaux de remorquage, des optiques additionnelles spécifiques tandis qu'une galerie de toit équipée de projecteurs LED vient compléter le grimage. Le communiqué ne précise pas si Audi a prévu des marche-

pieds escamotables pour se hisser à bord...

Mais cet Audi Q6 e-tron Offroad propose aussi quelques innovations, dont les essieux portiques spécialement développés qui permettent une augmentation impressionnante du couple, atteignant 13.400 Nm en pic, soit 4.400 Nm de plus que les essieux traditionnels. Cette configuration réduit la vitesse maximale à 175 km/h, parfaitement adaptée au tout-terrain, la suspension largement rehaussée combinée à cette transmission revue offre une capacité unique à franchir des pentes de 45 degrés. Selon le communiqué de presse, « ce concept-car incarne à la fois puissance, autonomie et efficacité, des qualités au cœur de la vision d'Audi ».

Soit. Pour la puissance, d'accord, pour l'efficacité, c'est fort probable, mais à vérifier. Mais pour ce qui relève de l'autonomie... les doutes sont permis. Un SUV de 2,5 tonnes, avec des roues énormes et des pneus tout-terrain et une galerie de toit qui détériore encore un peu plus l'aérodynamique, pas sûr que cela favorise le rayon d'action. L'Audi Q6 e-tron Offroad Concept sera dévoilé en action lors de la course sur glace F.A.T., le 1er février 2025, en Autriche, et sur les réseaux sociaux de la marque. Se voulant un symbole de l'esprit « Vorsprung durch Technik » cher à la marque aux quatre anneaux, ce concept aspire à ouvrir de nouveaux horizons pour les utilisateurs de SUV électriques.

Nouvelle Fiat Grande Panda : un tarif canon en hybride !

La nouvelle Fiat Grande Panda débarque au catalogue en version hybride. Le premier prix est sous les 20 000 €, ce qui en fait une excellente affaire en cette année 2025. Mais elle reste moins équipée qu'une C3 à motorisation équivalente. La Fiat Grande Panda n'est plus seulement électrique, elle est désormais aussi hybride ! La gamme se déploie petit à petit en France et voilà que l'on découvre aujourd'hui la version hybride au catalogue, forcément en concurrence directe avec la C3, qui partage la même base technique. Les deux "clones" de Stellantis n'ont toutefois pas les mêmes armes pour lutter, et l'on sentirait presque que le groupe favorise l'italienne au profit de la française sur ses propres terres. Les tarifs posent en effet question : en hybride, la Grande Panda est moins chère que la C3, grâce notamment à une dotation inférieure à celle de la C3. Evidemment, la préférence nationale et les habitudes d'achat

devraient quoi qu'il arrive diriger les Français vers la C3, mais il ne faudrait pas oublier la "rivale" turinoise fort intéressante.

Moins de 19 000 € en hybride

La Fiat Grande Panda devient tout simplement la voiture hybride la moins chère de France, même si l'on continuera de débattre autour du niveau d'hybridation de ces modèles câblés seulement en 48V. Une tension qui ne permet pas de dégager suffisamment de puissance et de rouler très longtemps en mode électrique. La finition d'accès Pop débute à 18 900 €. En comparaison, le premier prix "hybride" de la C3 est à 20 450 € mais la française fait bien mieux en matière d'équipements avec des jantes 17 pouces (enjoliveurs 16 pouces sur la Panda), l'affichage tête haute, la couleur bi-ton ou encore le siège conducteur réglable en hauteur. La Grande Panda reste toutefois intéressante pour ceux qui re-



cherchent avant tout un "prix". A 18 900 €, c'est une véritable affaire avec le nécessaire : climatisation (manuelle), régulateur de vitesse, aide au stationnement avant/arrière ou encore écran

tactile 10 pouces et l'instrumentation numérique, de série dès ce niveau Pop. Rappelons que la version électrique est déjà au catalogue, à partir de 24 900 € avant bonus.

Elle reprend là aussi la plateforme de la Citroën e-C3, baptisée "Smart Car". En revanche, Fiat ne propose pas pour l'instant de version thermique 100 ch sur la Grande Panda.

EN RÉVISANT SES LICENCES ENTREPRISES

Microsoft augmente ses tarifs

Au fil du renouvellement de ses contrats, le premier éditeur mondial pousse une nouvelle forme de licensing, basée à 100% sur une logique d'abonnement. La conséquence ? Une facture globale en hausse de 5 à 40 % pour les entreprises.

En matière de licences, la contractualisation des grandes organisations avec Microsoft passe, la plupart du temps, par un contrat appelé Accord Entreprise (Enterprise Agreement ou EA), qui permet d'acheter en lot des licences du premier éditeur mondial pour les parcs dépassant 500 utilisateurs ou appareils. Une fondation de la relation contractuelle entre les DSI et l'éditeur, que ce dernier semble déterminé à remettre en cause au profit d'un nouveau type de contrat, basé entièrement sur une logique d'abonnement à des services, dont les prix sont susceptibles d'être réévalués tous les six mois et sont soumis à la fluctuation du taux de change euro/dollar. Baptisé Microsoft Customer Agreement (MCA), ce contrat doit être, selon l'annonce de Microsoft datant de novembre dernier, réservé à « un petit pourcentage de clients sous Enterprise Agreement ». Sauf que le Cigref en a une perception un peu différente. « Notre impression, c'est que, lors des renouvellements de contrat, Microsoft oriente systématiquement les entreprises disposant d'un Accord Entreprise vers un contrat MCA. Plusieurs de nos membres se retrouvent aujourd'hui confrontés à cette situation », dit ainsi Henri d'Agrain, le délégué général de l'association de grandes entreprises et administrations françaises.

Ballon d'essai ou rouleau compresseur ?

Et le constat est similaire au sein d'Elée, cabinet français spécialisé dans le conseil en gestion des actifs et achats logiciels. Son responsable du pôle d'expertise Microsoft, Adrien Schmitt, explique : « Lors des renouvellements de contrats, Microsoft arrive avec ce nouveau modèle. Nous avons déjà assisté à une tentative de simplification de la part de l'éditeur, avec le contrat MPSA en 2016. Mais cette initiative avait rencontré peu de succès à l'époque », note l'expert, qui s'interroge sur la détermination du premier éditeur mondial à imposer, cette fois, ses vues à sa base de clients, parti-



culièrement aux grandes entreprises. Parmi les présents à un webinar organisé précisément par Elée sur le sujet, 11 répondants ont affirmé avoir été approché par Microsoft pour remplacer leur EA par MCA, tandis que 20 autres n'ont décelé aucun mouvement de la sorte pour l'instant. Selon Elée, MCA est même appelé à s'imposer comme le remplaçant de tous les contrats existants (dont Select+ et Open). Une simplification massive puisque les équipes de Microsoft doivent actuellement gérer 23 types différents de contrats, comportant chacun des mécaniques différentes. « Microsoft fait valoir que MCA se concrétise par un document unique de 14 pages et par une flexibilité accrue sur la facturation, par exemple dans la gestion contractuelle de déploiements multi-tenants », indique Adrien Schmitt

Microsoft tire un trait sur toutes les négociations passées

Sauf que cette simplification pourrait bien s'effectuer aux dépens de la base installée. Et des budgets de nombreux DSI. Car MCA tire un trait sur les négociations passées et introduit quelques

nouveautés qui font grincer des dents dans les entreprises. « Ce nouveau contrat semble certes présenter des intérêts, notamment en termes de flexibilité, mais il pose aussi un certain nombre de questions, du fait de la disparition des remises au volume, de l'obligation de souscrire les contrats en dollars - avec des réajustements chaque mois en fonction des taux de change - ou encore de la disparition des licences perpétuelles », souligne Henri d'Agrain. Qui pointe en particulier la dépendance au taux de change euro-dollar, « qui pose un problème de prédictibilité des coûts aux DSI. Microsoft gagne en visibilité au détriment de ses clients. » L'arrivée de ces nouvelles conditions se traduit surtout par une sérieuse inflation de la facture. « D'après nos observations, à iso-périmètre, le changement de contrat se traduit par une hausse entre 5 et 40% des coûts pour les entreprises, principalement due à la perte des avantages négociés dans la précédente architecture contractuelle, assure Henri d'Agrain. Et cette hausse vient s'ajouter à celle subie en 2023, lors des réajustements de tarifs par Microsoft. Une première poussée que nos adhérents ont évaluée à environ 20%. »

La fin des licences perpétuelles

Dans cette inflation de la facture, la fin des remises au volume, accordées de façon quasi-automatique au sein des EA selon les experts d'Elée, pèse évidemment lourd. Celles-ci s'échelonnent entre 6 et 12% des prix catalogue. « Et vous pouviez aller chercher des remises supplémentaires, des conditions qui seront également perdues lors du passage à MCA », souligne Guillaume Geudin, directeur du pôle performance achats d'Elée. Enfin, MCA est un contrat d'abonnement, ce qui a un impact pour les entreprises ayant acheté leurs licences de produits serveurs (Windows Server, SQL Server). « Le passage à MCA signifie que, si le contrat s'arrête, les entreprises ne disposent plus d'aucun droit sur ces produits », résume Guillaume Geudin. Contrairement au modèle centré sur les licences perpétuelles. Pour Guillaume Geudin, le passage à MCA doit pousser les DSI à renégocier toutes les clauses obtenues au fil du temps, « sur les tribunaux éligibles, sur la confidentialité, sur les affiliés, sur les conditions d'audit, sur les produits gratuits, etc., énumère-t-il. Oui à la simplification, mais non à la perte des conditions spécifiques passées ! » Or, justement d'après le Cigref, Microsoft se montre, pour l'instant, assez peu ouvert à la renégociation des clauses standards de son MCA. « Les seuls assouplissements concernant pour l'instant la possibilité de modifier la juridiction applicable prévue par défaut dans MCA, indique Henri d'Agrain. Nous sommes réellement inquiets face à ces conditions assez léonines. Ce changement se focalise sur la partie Azure, mais sera certainement étendu à l'ensemble des produits Microsoft. Dans les faits, le passage à MCA va renforcer la situation de dépendance économique des entreprises françaises, car, dans deux à trois ans, à mesure des renouvellements de contrats, MCA concernera l'ensemble des services Microsoft. »

DeepSeek, la surprise venue de Chine

La start-up chinoise DeepSeek a, depuis la sortie de son chatbot R1, il y a une semaine, semble-t-il déjà complètement changé le visage de l'industrie. Et ce, grâce à une trajectoire assez originale ! On se souvient quand, en décembre 2022, le monde faisait connaissance avec la petite start-up OpenAI, à l'origine de l'incroyable chatbot ChatGPT. Très vite, OpenAI est devenue une firme connue mondialement, puis a enchaîné les levées de fonds, au point d'obtenir au bout de deux ans une valorisation fabuleuse. Et l'histoire a ici tendance à se répéter, avec l'émergence cette fois de la start-up chinoise DeepSeek, qui a une histoire assez originale.

À l'origine, un fonds d'investissement

Vous savez ce qu'il y a à l'origine de DeepSeek, la société qui a provoqué un tremblement de terre dans le monde de l'intelligence artificielle ? Un hedge fund ! Car la start-up IA a d'abord eu comme nom Fire-Flyer, branche de la recherche en deep learning du fonds quantitatif High-Flyer, fondé en 2015 par Lian Wenfeng. Un hedge fund très connu en Chine, qui a notamment été le premier fonds quantitatif à lever 100 milliards de yuans (environ 13,2 milliards d'euros). Durant des années, High-Flyer a accumulé les GPU, et construit des supercalculateurs pour sa branche Fire-Flyer, afin que celle-

ci analyse des données financières. Le basculement vers l'intelligence artificielle n'a eu lieu qu'en 2023, quand Liang Wenfeng a décidé d'utiliser les ressources de l'entreprise dans une nouvelle entité, baptisée DeepSeek. Celle-ci s'est alors fixée comme ambition de développer des modèles de langage avancés, avec pour visée ultime l'intelligence artificielle générale. DeepSeek a ainsi pour particularité d'être un des rares acteurs IA de la Chine à ne pas dépendre des financements des géants du numérique locaux comme Alibaba, Baidu ou bien ByteDance.

DeepSeek cherche les jeunes esprits brillants à peine sortis de l'université

Et pour réussir, DeepSeek a une recette qui lui est propre. D'abord, dans sa philosophie de recrutement. La société cherche en effet moins des ingénieurs expérimentés capables de développer des produits pouvant être commercialisés que des chercheurs extrêmement brillants sortant à peine des grandes universités du pays, comme Tsinghua ou l'université de Pékin. Et contrairement à ce qui se fait au sein des géants du numérique chinois, ces chercheurs ont toute latitude pour mener des recherches peu orthodoxes. Enfin, les restrictions américaines sur les GPU imposées aux entreprises chinoises ont obligé DeepSeek à innover pour trouver des façons plus efficaces d'entraîner

ses modèles de langage, avec moins de matériel de pointe. « Ils ont optimisé l'architecture de leurs modèles à l'aide d'une batterie d'astuces techniques : schémas de communication personnalisés entre les puces, réduction de la taille des champs pour économiser de la mémoire et utilisation innovante de l'approche "mix-of models" (mélange de modèles) » a ainsi résumé l'analyste chez Mercator Institute for China Studies, Wendy Chang. Le fait de développer un modèle open source aide par ailleurs l'entreprise à attirer plus d'utilisateurs et de contributeurs, et en conséquence de rattraper une partie de son retard sur les rivaux occidentaux. Une méthode gagnante ?

Mots fléchés

Se revoir après de longues séparations		Don		Poèmes lyriques		Reine-marguerite		Capitale transalpine		Habitantes d'un capitale européenne	Possessif	Agile	
Sournois								Plante herbacée				Cours d'eau allemand	
								Formés					
Frangins		Saison		Épinceter		Spectateurs							
						Morceau							
						Traditions							
Alliance militaire					Aurochs				Durée d'une révolution			Certaine	
Femelles du singe					Devin français				Riches				
							Inutiles						Vin blanc liquoreux espagnol
							Noté						
Loupées		Couple				Relatif aux vaisseaux sanguins							
						Château de la Belle au bois dormant					Note de musique		
						Style					Tohu-bohu		
Fleuve mais aussi une guerre de Crimée		Prodige	Congé depuis les 35 heures hebdomadaire				Fin de messe	Intenter un procès					
					Rigide					Affoles		Fleuve côtier	
Donnant													
Administré								Bateau	Tas				
									Pluie de glace				
					Récépissé	Enduis de colle végétale							Son nom indique sa forme
						Entre amis							
Intronisât							Mer fermée					L'Estonie	
Durillon	Vénère		Bouleversé				Égrillards						
							Fouillée						
			Cuivre										
			Mammifère marin			Enregistrées sur bande							
Dépîtés						Engrais organique					Sélénium		
						Ancêtre					Personnes		
Installation ambulante		Poissons		Vive agitation	Surface agraie				Manche de tennis				Fleur d'arbrisseau
									Céréales				
								Aluminium		Salve			
Fromage couvert de paraffine					Exposer pour la vente							Milli-seconde	
Calcium													
	Auteur de 'Le nom de la rose'				Rivière du Congo					Célèbre dépêche			
	Céréale							Écope					

Pétrole : le Brent à plus de 77 \$ le baril

Les cours du pétrole rebondissaient faiblement mardi, le prix du Brent dépassant les 77 dollars, en attendant la réunion de l'Opep+ prévue pour la semaine prochaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,43% à 77,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,34% à 73,42 dollars. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) se réunissent la semaine prochaine à l'occasion d'un comité ministériel conjoint de suivi (JMMC).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 29 janvier 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, mardi, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, M. Abdulaziz Ali Al-Naama, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'audience s'est déroulée au Palais du Gouvernement, en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, précise le communiqué. Cette rencontre a été l'occasion d'examiner l'état des relations de coopération entre les deux pays, souligne la même source, ajoutant que ces relations connaissent une "importante dynamique" dans tous les domaines de coopération. Les deux parties ont également évoqué les perspectives de développement du partenariat économique bilatéral, notamment en ce qui concerne les projets d'investissement communs, soulignant "l'importance d'accélérer leur mise en œuvre et de réunir toutes les conditions nécessaires à leur concrétisation, dans le cadre d'une vision stratégique au service de leurs intérêts communs et permettant de valoriser leurs capacités considérables, conformément à la volonté politique commune qui anime les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani".

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or stable en attendant les décisions de la Fed

L'or est resté stable mardi alors que les investisseurs se concentraient sur la réunion de politique monétaire de la banque centrale américaine (Fed). L'or au comptant était stable à 2.740,11 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,2 % à 2.743,50 dollars. Les décideurs de la Fed devraient laisser les taux d'intérêt inchangés mercredi. Si la Fed maintient ses taux inchangés, il s'agirait de la première pause dans le cycle de réduction des taux amorcé en septembre dernier. Les lingots à rendement zéro ont tendance à être un investissement privilégié dans un environnement de taux d'intérêt bas. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a baissé de 0,6 % à 30,03 dollars l'once, le palladium a chuté de 0,1 % à 959,61 l'once et le platine a baissé de 0,6 % à 941,65. Les analystes ont revu à la baisse leurs prévisions de prix pour le platine et le palladium en 2025, car les perspectives de demande peinent à s'améliorer de manière significative. Pendant ce temps, le russe Nornickel, premier producteur mondial de palladium, a déclaré avoir produit 2,762 millions d'onces de palladium en 2024, soit une augmentation de 3 % en glissement annuel.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Installation de la Commission nationale de préparation de la saison estivale 2025

La Commission nationale de préparation de la saison estivale 2025 a été installée lors d'une réunion présidée par le chargé de la gestion du Secrétariat général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Charaf Eddine Boudiaf, indique mardi un communiqué du ministère. Tenue lundi par vidéoconférence en présence des walis des quatorze wilayas côtières, la réunion a permis d'établir le programme des préparatifs en prévision de la saison estivale 2025", et ce, dans le cadre des "efforts des pouvoirs publics visant à réunir toutes les conditions à même de garantir le

bien-être et le confort des estivants", précise le communiqué. A cette occasion, "le bilan de la saison estivale 2024 a été présenté, ainsi que des propositions pour pallier les insuffisances enregistrées et garantir le bon déroulement de la saison estivale 2025", ajoute la même source. Lors de la rencontre, l'accent a été mis sur "l'importance de la participation des secteurs concernés aux préparatifs de la saison estivale". Les walis des wilayas côtières ont été invités à prendre les dispositions nécessaires pour entamer les préparatifs sur le terrain, à travers l'activation des comités locaux, en veil-

lant à "corriger les lacunes relevées la saison dernière", notamment en matière d'aménagement des plages pour améliorer la qualité des services fournis aux estivants et garantir l'accès gratuit aux plages. La Commission nationale de préparation de la saison estival 2025 est composée de représentants de 19 départements ministériels concernés par la gestion du dossier de la saison estivale, du Service national des garde-côtes, des corps de sécurité (Gendarmerie nationale et Sûreté nationale), de la Direction générale de la Protection civile et de la Direction générale des Douanes, note le communiqué.

FINANCE ISLAMIQUE

Le CPA se dote d'une nouvelle agence à Alger

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, mardi, l'ouverture d'une nouvelle agence dédiée entièrement à l'activité de la finance islamique au niveau de la localité d'El-Achour (Alger), dans le cadre de sa stratégie visant l'extension de son réseau consacré à cette branche. L'ouverture de cette nouvelle agence confirme "l'engagement du Crédit populaire d'Algérie à offrir des solutions financières adaptées aux besoins de la clientèle, notamment en matière de

conformité aux préceptes de la Chariaa", a précisé la banque dans un communiqué. Cette agence dédiée à la finance islamique, El Achour "511", vient aussi "étouffer et renforcer le réseau de la finance islamique de la banque qui s'élève déjà à 104 points de ventes en activité", a fait savoir la même source. Le CPA propose, selon le communiqué, une gamme de produits de la finance islamique conçue pour répondre aux attentes de l'ensemble des segments du marché, à

savoir les particuliers, professionnels et les entreprises. Ainsi, cette gamme englobe des solutions de dépôts et de financement, telles que les solutions de dépôts, le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement non-res- treint "Tanmiya" et le livret d'épargne non rémunéré "Idi-khari". La banque propose aussi des solutions de financement, notamment Mourabaha immobilier, Mou-

rabaha véhicules, Mourabaha équipement (particuliers, professionnels et entreprises), "Idjara Mountahiya bi Tamlik" immobilier (particuliers, professionnels et entreprises). Le CPA a réaffirmé, dans son communiqué, son "engagement à poursuivre sa stratégie visant à développer la banque, en diversifiant et modernisant ses services pour mieux répondre aux attentes de la clientèle, tout en mettant l'accent sur l'apport d'une valeur ajoutée tangible".

28^e ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT D'ABDELHAK BENHAMOUDA

L'UGTA organise une cérémonie de recueillement

Une cérémonie de recueillement a été organisée, mardi au siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à Alger, à la mémoire de l'ancien Secrétaire général de la Centrale syndicale Abdelhak Benhamouda, à l'occasion du 28^e anniversaire de son assassinat par des terroristes le 28 janvier 1997. Lors de la cérémonie de recueillement, qui s'est déroulée en présence du Secrétaire général de l'UGTA, Amar Takdjout, du minis-

tre des Transports, Saïd Sayoud, du président de l'Observatoire national de la société civile, Nouredine Benbrahim, du fils du défunt, de représentants des fédérations syndicales de différents secteurs et entreprises économiques, ainsi que de travailleurs, une gerbe de fleurs a été déposée devant la stèle commémorative, suivie de la lecture de la Fatiha du Saint Coran. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Takdjout a souligné que l'UGTA

demeurait attachée aux principes du défunt visant à défendre les droits des travailleurs et à préserver la stabilité et la sécurité du pays, réaffirmant la fidélité de la Centrale syndicale au message des Chouhada qui ont payé un lourd tribut pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Il a appelé les membres de l'UGTA à s'inspirer du parcours d'Abdelhak Benhamouda, qui "prônait le dialogue", rappelant que ce grand syndicaliste a "voué sa vie à la

défense des droits des travailleurs et à l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles en dépit de la conjoncture difficile que traversait l'Algérie à l'époque". Le même responsable a, par ailleurs, assuré que la Centrale syndicale poursuit son parcours militant afin de réaliser davantage d'acquis en faveur des travailleurs et de contribuer efficacement à relever les défis auxquels fait face l'Algérie.

ZONE EURO

Les banques resserrent les critères de crédit aux entreprises

Les banques de la zone euro ont fortement durci leurs critères de prêt aux entreprises fin 2024, écartant les espoirs d'une reprise rapide du crédit, a annoncé mardi la BCE. D'octobre à décembre, les critères d'approbation des prêts et lignes de crédit aux entreprises ont connu le "resserrement net le plus marqué depuis le troisième trimestre 2023", selon une enquête trimestrielle. Les banques ont justifié ce resserrement de l'accès au crédit par "une perception accrue des risques liés aux perspectives économiques et par une tolé-

rance au risque réduite des banques", note la BCE. Principalement les banques en Allemagne et en France se sont montrées frileuses dans un contexte d'incertitude politique accrue, tandis que les normes de crédit se sont assouplies en Italie. Pour le premier trimestre 2025, les banques prévoient un nouveau resserrement net des normes de crédit pour les prêts aux entreprises. Les normes pour les prêts immobiliers aux ménages sont de leur côté restées stables, tandis que celles pour le crédit à la consommation se sont davantage durcies.

Ces données devraient conforter l'institution monétaire à baisser à nouveau ses taux jeudi, les observateurs pariant sur une baisse de 0,25 point de pourcentage, la cinquième depuis juin 2024. Les banques ont également fait état d'une légère augmentation de la demande de prêts ou de tirages de lignes de crédit des entreprises au quatrième trimestre, soutenue par la baisse des taux, mais qui reste globalement faible. La baisse du loyer de l'argent a en revanche conduit à une forte augmentation de la demande nette de prêts immobiliers,

confirmant les signes de reprise après les fortes baisses observées les années précédentes. Entre mi-2022 et fin 2023, la BCE a fortement relevé ses taux, provoquant une contraction du crédit pour freiner l'économie et ramener l'inflation à 2%, objectif en passe d'être réalisé cette année. Pour le premier trimestre 2025, les banques prévoient une demande de prêts globalement stable pour les entreprises et une augmentation supplémentaire pour les ménages, en particulier pour les prêts immobiliers.